

~~SECRET~~

UNTIL INTRODUCED IN PARLIAMENT

C-18

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-18

An Act to reorganize the Canadian Wheat Board and to make
consequential and related amendments to certain Acts

FIRST READING, **O^{CT}. 18 2011**, 2011

MINISTER OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

90627—2011-10-17

~~SECRET~~

JUSQU'À DÉPÔT AU PARLEMENT

C-18

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-18

Loi réorganisant la Commission canadienne du blé et
apportant des modifications corrélatives et connexes à
certaines lois

PREMIÈRE LECTURE LE **O^{CT}. 18 2011** 2011

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'AGROALIMENTAIRE

SUMMARY

Part 1 of this enactment amends the *Canadian Wheat Board Act* to change the governance structure of the Canadian Wheat Board and to make other changes in preparation for the implementation of Parts 2 and 3. Part 2 replaces the *Canadian Wheat Board Act* with a new Act that continues the Canadian Wheat Board and charges it with the marketing of grain through voluntary pooling. Part 3 provides for the possible continuation of the Board under other federal legislation, while Part 4 provides for its winding up if no such continuation occurs. Finally, Part 5 provides for the repeal of the new Act enacted by Part 2.

SOMMAIRE

La partie 1 du texte prévoit des modifications à la *Loi sur la Commission canadienne du blé* afin de changer la structure de gouvernance de la Commission et de faire d'autres modifications en préparation de la mise en œuvre des parties 2 et 3. La partie 2 prévoit le remplacement de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* par une nouvelle loi prorogeant la Commission canadienne du blé et la chargeant de la commercialisation de grains par voie de mise en commun volontaire. La partie 3 prévoit la possibilité de proroger la Commission en vertu d'une loi fédérale alors que la partie 4 en prévoit la liquidation dans le cas où elle ne serait pas ainsi prorogée. Enfin, la partie 5 prévoit l'abrogation de la nouvelle loi édictée par la partie 2.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-

PROJET DE LOI C-

An Act to reorganize the Canadian Wheat Board and to make consequential and related amendments to certain Acts

Loi réorganisant la Commission canadienne du blé et apportant des modifications corrélatives et connexes à certaines lois

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Marketing Freedom for Grain Farmers Act*.

1. *Loi sur le libre choix des producteurs de grains en matière de commercialisation.*

Titre abrégé

PART 1

PARTIE 1

OPERATIONS OF THE CANADIAN WHEAT BOARD DURING PRELIMINARY PERIOD

ACTIVITÉS DE LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ EN PÉRIODE PRÉLIMINAIRE

R.S., c. C-24

AMENDMENTS TO THE CANADIAN WHEAT BOARD ACT

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

L.R., ch. C-24

1998, c. 17, s. 3

2. Subsection 3.01(2) of the *Canadian Wheat Board Act* is replaced by the following:

2. Le paragraphe 3.01(2) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 17, art. 3

Composition of the board

(2) The board consists of five directors, including a chairperson and a president.

(2) Le conseil compte cinq administrateurs, dont le président du conseil et le président directeur général.

Composition

1998, c. 17, s. 3

3. (1) Subsection 3.02(1) of the Act is replaced by the following:

3. (1) Le paragraphe 3.02(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1998, ch. 17, art. 3

Directors

3.02 (1) Four directors are appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister. The president is appointed by the Governor in Council in accordance with section 3.09.

3.02 (1) Quatre administrateurs sont nommés par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre. Le président directeur général est nommé par le gouverneur en conseil en conformité avec l'article 3.09.

Administrateurs

1998, c. 17, s. 3

(2) Subsection 3.02(4) of the Act is repealed.

(2) Le paragraphe 3.02(4) de la même loi est abrogé.

1998, ch. 17, art. 3

1998, c. 17, s. 3	4. Subsection 3.04(3) of the French version of the Act is replaced by the following:	4. Le paragraphe 3.04(3) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1998, ch. 17, art. 3
Absence ou empêchement	(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président du conseil, le conseil peut désigner l'un <u>des administrateurs pour assurer l'intérim.</u>	(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président du conseil, le conseil peut désigner l'un <u>des administrateurs pour assurer l'intérim.</u>	Absence ou empêchement
1998, c. 17, s. 3	5. Paragraph 3.05(c) of the Act is repealed.	5. L'alinéa 3.05(c) de la même loi est abrogé.	1998, ch. 17, art. 3
1998, c. 17, s. 3	6. The heading before section 3.06 and sections 3.06 to 3.08 of the Act are repealed.	6. L'intertitre précédant l'article 3.06 et les articles 3.06 à 3.08 de la même loi sont abrogés.	1998, ch. 17, art. 3
	7. Section 3.12 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):	7. L'article 3.12 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	
Deemed best interests	(1.1) Any act taken by a director or officer of the Corporation for the purpose of facilitating the implementation of Part 2 or 3 of the <i>Marketing Freedom for Grain Farmers Act</i> is deemed to be in the best interests of the Corporation.	(1.1) Les administrateurs et dirigeants de la Commission sont réputés agir au mieux des intérêts de la Commission lorsqu'ils accomplissent un acte visant à faciliter la mise en œuvre des parties 2 ou 3 de la <i>Loi sur le libre choix des producteurs de grains en matière de commercialisation.</i>	Présomption d'intérêt
	8. Section 3.13 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):	8. L'article 3.13 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :	
Advance of costs	(1.1) The Corporation may advance moneys to any individual referred to in subsection (1) for the costs, charges and expenses of an action or proceeding referred to in that subsection unless there are reasonable grounds to believe that the individual does not fulfil the conditions set out in paragraph (1)(a) or (b). The individual must repay the moneys if he or she does not fulfil those conditions.	(1.1) La Commission peut avancer des fonds pour permettre à toute personne visée au paragraphe (1) d'assumer les frais et dépens de sa participation aux procédures visées à ce paragraphe, sauf s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'elle ne remplit pas les conditions énoncées aux alinéas (1)a) ou b). La personne rembourse les fonds si elle ne remplit pas ces conditions.	Avances
1998, c. 17, s. 4	9. Subsection 4(2) of the Act is replaced by the following:	9. Le paragraphe 4(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1998, ch. 17, art. 4
Status	(2) The Corporation is not an agent of Her Majesty and, <u>despite Part X of the <i>Financial Administration Act</i>, is not a Crown corporation within the meaning of the <i>Financial Administration Act</i>. The directors, officers, clerks and employees of the Corporation are not part of the federal public administration.</u>	(2) La Commission n'est ni mandataire de Sa Majesté ni une société d'État au sens de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , <u>malgré la partie X de cette loi. Ses administrateurs et les membres de son personnel ne font pas partie de l'administration publique fédérale.</u>	Statut
1998, c. 17, s. 19(2)	10. Subparagraph 33(1)(a)(i.2) of the Act is repealed.	10. Le sous-alinéa 33(1)a)(i.2) de la même loi est abrogé.	1998, ch. 17, par. 19(2)

1998, c. 17, s.
28(E)

11. (1) Paragraph 45(b) of the Act is repealed.

(2) Section 45 of the Act is renumbered as subsection 45(1) and is amended by adding the following:

Exception

(2) Despite subsection (1), a person may agree to sell or buy wheat or wheat products if the agreement provides for the sale or purchase to occur on or after the day on which Part 2 of the *Marketing Freedom for Grain Farmers Act* comes into force.

11. (1) L'alinéa 45b) de la même loi est abrogé.

(2) L'article 45 de la même loi devient le paragraphe 45(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

1998, ch. 17, art.
28(A)

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), il est permis de consentir à vendre du blé ou des produits du blé ou à en acheter si l'accord prévoit que la vente ou l'achat surviendront à la date d'entrée en vigueur de la partie 2 de la *Loi sur le libre choix des producteurs de grains en matière de commercialisation* ou après cette date.

TRANSITIONAL PROVISIONS

Directors

12. Every person holding office as an elected director of the Canadian Wheat Board immediately before the day on which this Part comes into force ceases to hold office on that day.

Election of
directors

13. (1) In respect of the pool period during which this Part comes into force, the costs of an election of directors of the Corporation that have been incurred but not deducted before this Part comes into force are to be deducted in accordance with subsection 33(1) of the *Canadian Wheat Board Act* as it read on the day before the day on which this Part comes into force.

Definition

(2) In subsection (1), "pool period" has the same meaning as in section 31 of the *Canadian Wheat Board Act*.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Administrateurs

12. Les administrateurs élus qui sont en poste à la Commission canadienne du blé à la date d'entrée en vigueur de la présente partie cessent d'occuper leur charge à cette date.

Frais d'élection

13. (1) Les frais afférents aux élections d'administrateurs qui ont été engagés mais qui n'ont pas été prélevés avant l'entrée en vigueur de la présente partie sont prélevés conformément au paragraphe 33(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version antérieure à cette entrée en vigueur, à l'égard de la période de mise en commun au cours de laquelle la présente partie entre en vigueur.

Définition

(2) Au paragraphe (1), « période de mise en commun » s'entend au sens de l'article 31 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*.

PART 2

VOLUNTARY POOLING

ENACTMENT OF CANADIAN WHEAT BOARD (INTERIM OPERATIONS) ACT

Enactment

14. The *Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act* is enacted as follows:

An Act to provide for the constitution and powers of The Canadian Wheat Board responsible for the marketing of grain

PARTIE 2

MISE EN COMMUN VOLONTAIRE

ÉDICTION DE LA LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ (ACTIVITÉS EN PÉRIODE INTÉRIMAIRE)

Édiction

14. Est édictée la *Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)*, dont le texte suit :

Loi portant constitution de la Commission canadienne du blé chargée de la commercialisation des grains

SHORT TITLE

Short title **1.** This Act may be cited as the *Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act*.

INTERPRETATION

Definitions **2.** (1) The following definitions apply in this Act.

“bank”
« banque » “bank” means

(a) a bank or an authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act*;

(b) a credit union, caisse populaire or other cooperative credit society that is designated by the Minister on the application of that society as a bank for the purposes of this Act;

(c) a company within the meaning of the *Trust and Loan Companies Act*, or a company, society or provincial company within the meaning of the *Insurance Companies Act*, that is designated by the Minister on the application of that company, society or provincial company as a bank for the purposes of this Act; and

(d) a Province of Alberta Treasury Branch established under *The Treasury Branches Act* as enacted by the Legislature of the Province of Alberta.

“board”
« conseil » “board” means the board of directors of the Corporation.

“Corporation”
« Commission » “Corporation” means The Canadian Wheat Board continued by subsection 4(1).

“elevator”
« silo » “elevator” means a grain elevator, warehouse or mill that has been declared by Parliament to be a work for the general advantage of Canada.

“Minister”
« ministre » “Minister” means the Minister of Agriculture and Agri-Food.

“pooling point”
« point de mise en commun » “pooling point” means a place designated under subsection (3).

“producer”
« producteur » “producer” means a person actually engaged in the production of grain and any person entitled, as landlord, vendor or mortgagee or hypothecary creditor, to grain produced by a person actually engaged in the production of grain or to any share of that grain.

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire).* Titre abrégé

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi. Définitions

« banque » « banque »
“bank”

a) Banque et banque étrangère autorisée, au sens de l’article 2 de la *Loi sur les banques*;

b) caisse populaire ou autre coopérative de crédit ayant été, à sa demande, agréée comme banque par le ministre pour l’application de la présente loi;

c) société régie par la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, ou société, société de secours ou société provinciale régie par la *Loi sur les sociétés d’assurances* et ayant été, à sa demande, agréée comme banque par le ministre pour l’application de la présente loi;

d) tout bureau du Trésor de l’Alberta constitué aux termes de la loi de cette province intitulée *The Treasury Branches Act*.

« Commission » La Commission canadienne du blé prorogée par le paragraphe 4(1). « Commission »
“Corporation”

« conseil » Le conseil d’administration de la Commission. « conseil »
“board”

« ministre » Le ministre de l’Agriculture et de l’Agroalimentaire. « ministre »
“Minister”

« point de mise en commun » Lieu désigné en vertu du paragraphe (3). « point de mise en commun »
“pooling point”

« producteur » Toute personne se livrant en fait à la production de grains ou ayant droit, à titre de locateur, de vendeur ou de créancier hypothécaire, à tout ou partie des grains produits par cette personne. « producteur »
“producer”

« silo » Ouvrage — silo, entrepôt ou fabrique — destiné aux grains et déclaré par le Parlement être à l’avantage général du Canada. « silo »
“elevator”

Words and expressions	(2) Unless it is otherwise provided in this Act, words and expressions used in this Act have the same meaning as in the <i>Canada Grain Act</i> , except that when in any definition of any such word or expression contained in that Act the word “elevator” is used, it has the meaning given to it under subsection (1).	(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, les termes qui y sont employés s’entendent au sens de la <i>Loi sur les grains du Canada</i> , sauf que, pour les définitions de ces termes où figure le mot « silo », celui-ci a le sens que lui donne le paragraphe (1).	Terminologie
Designating pooling points	(3) The Governor in Council may, by regulation, designate any place in Canada as a pooling point for the purposes of this Act.	(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner tout lieu au Canada comme point de mise en commun pour l’application de la présente loi.	Désignation des points de mise en commun
HER MAJESTY		SA MAJESTÉ	
Binding on Her Majesty	3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.	3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada et des provinces.	Obligation de Sa Majesté
PART 1		PARTIE 1	
THE CANADIAN WHEAT BOARD		COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ	
CONTINUATION OF THE CORPORATION		PROROGATION	
Corporation continued	4. (1) The Canadian Wheat Board continued by subsection 3(1) of the <i>Canadian Wheat Board Act</i> is continued as a corporation.	4. (1) La Commission canadienne du blé prorogée en vertu du paragraphe 3(1) de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i> est prorogée et dotée de la personnalité morale.	Prorogation
Headquarters	(2) The headquarters of the Corporation are in the city of Winnipeg in Manitoba.	(2) La Commission a son siège à Winnipeg (Manitoba).	Siège
STATUS, OBJECT AND POWERS		STATUT, MISSION ET POUVOIRS	
Status	5. The Corporation is not an agent of Her Majesty and, despite Part X of the <i>Financial Administration Act</i> , is not a Crown corporation within the meaning of that Act. The directors, officers, clerks and employees of the Corporation are not part of the federal public administration.	5. La Commission n’est ni mandataire de Sa Majesté ni une société d’État au sens de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , malgré la partie X de cette loi. Ses administrateurs et les membres de son personnel ne font pas partie de l’administration publique fédérale.	Statut
Object	6. The object of the Corporation is to market grain for the benefit of producers who choose to deal with the Corporation.	6. La Commission a pour mission d’organiser la commercialisation du grain à l’avantage des producteurs qui choisissent de transiger avec la Commission.	Mission
Powers	7. The Corporation possesses the following powers: (a) to buy, take delivery of, store, transfer, sell, ship or otherwise dispose of grain; (b) to enter into contracts or agreements for the purchase, sale, handling, storage, transportation, disposition or insurance of grain;	7. La Commission a les pouvoirs suivants : a) acheter des grains, en prendre livraison, les stocker, transférer, vendre ou expédier, ou en disposer de quelque autre façon; b) conclure des contrats ou accords en vue de l’achat, de la vente, de la manutention, du	Pouvoirs

- (c) subject to the approval of the Minister of Finance, to enter into commercial banking arrangements;
- (d) subject to section 26, to borrow money by any means, including the issuing, reissuing, selling and pledging of bonds, debentures, notes and other evidences of indebtedness of the Corporation;
- (e) subject to the approval of the Minister of Finance, to invest moneys of the Corporation in bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness of or guaranteed by
- (i) the Government of Canada or the government of any province of Canada,
 - (ii) the government of a foreign country or of any province or state of that country, or
 - (iii) a financial institution whether in or outside Canada;
- (f) in the course of its operations, to enter into and deal with any contracts and transactions that the Corporation considers necessary for risk management purposes, including options, futures contracts, forward contracts and currency, commodity and interest rate swaps;
- (g) to issue negotiable certificates in accordance with this Act;
- (h) to acquire, hold and dispose of real and personal property or immovables and movables, but the Corporation is not authorized to acquire or dispose of any real property or immovables without the approval of the Governor in Council;
- (i) to employ any technical, professional or other officers, clerks or employees that may be necessary for the conduct of its business;
- (j) to establish branches or employ agents or mandataries in Canada or elsewhere;
- (k) to establish, utilize and employ any marketing agencies or facilities that it considers necessary for the purpose of its operations under this Act;
- (l) to operate elevators, either directly or by means of agents or mandataries, and, subject to stockage, du transport, de l'écoulement ou de l'assurance des grains;
- c) sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, faire des opérations commerciales auprès des banques;
- d) sous réserve de l'article 26, emprunter des fonds, notamment par émission, réémission, vente et mise en gage de ses propres obligations, débetures, billets ou autres titres de créance;
- e) sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, acquérir des obligations, débetures, billets ou autres titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province, par un gouvernement étranger ou par un établissement financier — canadien ou non;
- f) aux fins de couverture, dans le cadre de ses activités, recourir à toutes mesures de gestion des risques, notamment : options, contrats à terme — de gré à gré ou sur un marché organisé — et contrats concernant des échanges de taux d'intérêts, de devises ou de marchandises;
- g) délivrer des certificats négociables en conformité avec la présente loi;
- h) acquérir, détenir et disposer des biens meubles et immeubles ou des biens personnels et réels, l'acquisition et la disposition de biens immeubles ou réels étant toutefois subordonnées à l'approbation du gouverneur en conseil;
- i) employer le personnel — technique, professionnel ou autre — nécessaire à l'exercice de ses activités;
- j) ouvrir des succursales ou nommer des mandataires au Canada ou à l'étranger;
- k) avoir recours aux organismes ou services de commercialisation qu'elle estime nécessaires à l'exercice de ses activités ou en constituer;
- l) exploiter des silos, soit directement, soit par l'intermédiaire de mandataires et, sous réserve de la *Loi sur les grains du Canada*, verser à ces mandataires les commissions,

to the *Canada Grain Act*, to pay those agents or mandataries, commissions, storage and other charges, remuneration or compensation as may be agreed on with the approval of the Canadian Grain Commission;

(m) to authorize any officer, clerk or employee of the Corporation or any other person to act on behalf of the Corporation in the conduct of its operations under this Act;

(n) to act as agent for or on behalf of any minister or agent of Her Majesty in right of Canada in respect of any operations that it may be directed to carry out by the Governor in Council; and

(o) generally to do any acts and things that may be necessary or incidental to carrying on its operations under this Act.

BOARD OF DIRECTORS

Board of directors

8. The board of directors is to direct and manage the business and affairs of the Corporation and is for those purposes vested with all the powers of the Corporation.

Composition of the board

9. (1) The board consists of five directors, including a chairperson and a president.

Directors

(2) Four directors are appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister. The president is appointed by the Governor in Council in accordance with section 13.

Term

(3) The directors, with the exception of the president, hold office for a maximum term of four years, up to a maximum of three terms.

Part-time directors

(4) Unless the Governor in Council directs otherwise, the directors, with the exception of the president, must perform their functions on a part-time basis.

Remuneration

10. (1) The directors are paid the remuneration that is fixed by the board.

Travel and living expenses

(2) The directors, with the exception of the president, are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in

frais de stockage et autres, rémunérations ou indemnités dont il peut être convenu et qui sont approuvés par la Commission canadienne des grains;

m) déléguer ses pouvoirs et fonctions au sein de son personnel ou à l'extérieur de celui-ci;

n) agir en qualité de mandataire d'un ministre ou de Sa Majesté du chef du Canada, ou en leur nom, pour les missions dont la charge le gouverneur en conseil;

o) de façon générale, prendre les mesures utiles à l'exercice de ses activités.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

8. La direction et l'administration des affaires de la Commission sont assurées par un conseil d'administration investi, à ces fins, de tous les pouvoirs conférés à la Commission.

9. (1) Le conseil compte cinq administrateurs, dont le président du conseil et le président directeur général.

(2) Quatre administrateurs sont nommés par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre. Le président directeur général est nommé par le gouverneur en conseil en conformité avec l'article 13.

(3) Les administrateurs — à l'exception du président directeur général — occupent leurs fonctions pour une durée maximale de quatre ans; ils ne peuvent recevoir plus de trois mandats.

(4) Sauf décision contraire du gouverneur en conseil, les administrateurs — à l'exception du président directeur général — exercent leurs fonctions à temps partiel.

10. (1) Les administrateurs reçoivent la rémunération fixée par le conseil.

(2) Les administrateurs — à l'exception du président directeur général — sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés

Conseil d'administration

Administrateurs

Composition

Mandat

Exercice des fonctions

Rémunération

Frais de déplacement et de séjour

the course of their duties under this Act while absent from their ordinary place of residence.

Chairperson

11. (1) The board is to designate one director to be the chairperson and to fix the remuneration of the chairperson.

Duties

(2) The chairperson performs the duties conferred on the chairperson by the by-laws, calls and presides at meetings of the board and determines the agenda of those meetings.

Absence or incapacity

(3) If the chairperson is absent or unable to act, the board may designate one of the directors to act as chairperson.

By-laws

12. The board may make by-laws respecting the administration and management of the business and affairs of the Corporation, including

(a) the convening, frequency and conduct of meetings of the board, the participation of directors in those meetings by telephone or other communication facilities, the quorum at the meetings and the confidentiality of the board's deliberations;

(b) the holding of annual meetings;

(c) the periodic review of the performance of the president by the board;

(d) the manner in which the board may recommend to the Minister the removal of the president;

(e) the establishment of committees of the board and the powers, duties and functions of the committees; and

(f) the exercise of the powers set out in section 7.

PRESIDENT

Appointment

13. (1) The president is appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister and holds office during pleasure for the term that the Governor in Council may determine.

Conditions

(2) The Minister may recommend that a person be appointed president only if

(a) the Minister has consulted the board with respect to

par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel de résidence.

11. (1) Le conseil désigne l'un des administrateurs à titre de président du conseil et fixe sa rémunération.

Président du conseil

(2) Le président du conseil convoque et préside les réunions du conseil, et en établit l'ordre du jour. Il exerce en outre les fonctions que lui confèrent les règlements administratifs.

Fonctions

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président du conseil, le conseil peut désigner l'un des administrateurs pour assurer l'intérim.

Absence ou empêchement

12. Le conseil peut prendre des règlements administratifs concernant l'administration et la gestion des affaires de la Commission, notamment :

Règlements administratifs

a) le déroulement de ses réunions, y compris leur fréquence, la convocation des administrateurs, la participation de ceux-ci par téléphone ou autre moyen de communication, le quorum requis, ainsi que la confidentialité de ses délibérations;

b) la tenue d'assemblées annuelles;

c) l'appréciation périodique du rendement professionnel du président directeur général;

d) les modalités suivant lesquelles le conseil peut recommander au ministre la révocation du président directeur général;

e) la formation de comités du conseil, ainsi que leurs attributions;

f) les modalités d'exercice des pouvoirs prévus à l'article 7.

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

13. (1) Le président directeur général est nommé par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre. Il exerce ses fonctions à titre amovible pour la durée que fixe le gouverneur en conseil.

Nomination

(2) La recommandation du ministre est subordonnée à la réalisation des conditions suivantes :

Conditions

a) le ministre a consulté le conseil non seulement au sujet des compétences requises

	(i) the qualifications required of the president, and	du titulaire mais aussi au sujet du candidat qu'il se propose de recommander;	
	(ii) the person whom the Minister is proposing to recommend; and	b) le conseil a fixé la rémunération à verser au titulaire et en a informé le ministre.	
	(b) the board has fixed the remuneration to be paid to the president and has informed the Minister of the remuneration.		
Remuneration	14. (1) The president is paid the remuneration fixed in accordance with paragraph 13(2)(b).	14. (1) Le président directeur général reçoit la rémunération à laquelle il a droit en vertu de l'alinéa 13(2)b).	Rémunération
Travel and living expenses	(2) The president is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred during the course of the president's duties under this Act while absent from the president's ordinary place of work.	(2) Il est indemnisé des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors de son lieu habituel de travail.	Frais de déplacement et de séjour
Duties	15. (1) The president is the chief executive officer of the Corporation and has, on behalf of the board, responsibility for the direction and management of the business and day-to-day operations of the Corporation with authority to act, subject to resolution of the board, in all matters that are not by this Act or the by-laws specifically reserved to be done by the board or the chairperson.	15. (1) Le président directeur général est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il assure, au nom du conseil, la direction et la gestion des activités et des affaires courantes de celle-ci. Sous réserve des résolutions du conseil, il est investi à cet effet des pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés au conseil ou au président de celui-ci par la présente loi ou les règlements administratifs de la Commission.	Fonctions
Absence or incapacity	(2) If the president is absent or unable to act or the office of president is vacant, the Minister may appoint an interim president. An interim president is not entitled to act for more than 90 days without the approval of the Governor in Council.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président directeur général ou de vacance de son poste, le ministre peut en désigner un par intérim; l'intérim ne peut toutefois dépasser quatre-vingt-dix jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.	Absence ou empêchement
	DIRECTORS AND OFFICERS	ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS	
Duty of care	16. (1) The directors and officers of the Corporation in exercising their powers and performing their duties must	16. (1) Les administrateurs et dirigeants de la Commission doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir :	Obligation générale des administrateurs et dirigeants
	(a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation; and	a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Commission;	
	(b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.	b) avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente.	
Deemed best interests	(2) Any act taken by a director or officer of the Corporation for the purpose of facilitating the implementation of Part 3 of the <i>Marketing</i>	(2) Les administrateurs et dirigeants de la Commission sont réputés agir au mieux des intérêts de la Commission lorsqu'ils accomplissent un acte visant à faciliter la mise en	Présomption d'intérêt

Freedom for Grain Farmers Act is deemed to be in the best interests of the Corporation.

œuvre de la partie 3 de la *Loi sur le libre choix des producteurs de grains en matière de commercialisation*.

Duty to comply

(3) The directors and officers of the Corporation must comply with the provisions of this Act and the regulations as well as with the by-laws of the Corporation and any directions given to the Corporation under this Act.

(3) Ils doivent observer les dispositions de la présente loi et des règlements, ainsi que les règlements administratifs de la Commission et les instructions que reçoit celle-ci sous le régime de la présente loi.

Obligation particulière

Limit of liability

(4) Directors and officers are not liable under subsection (1) or (3) if they rely in good faith on

(4) N'est pas engagée, au titre des paragraphes (1) ou (3), la responsabilité de l'administrateur ou du dirigeant qui s'appuie de bonne foi sur :

Limite de responsabilité

(a) financial statements of the Corporation represented to them by an officer of the Corporation or in a written report of the auditor of the Corporation as fairly reflecting the financial condition of the Corporation; or

a) des états financiers de la Commission présentant sincèrement la situation de celle-ci, selon l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur;

(b) a report of a lawyer, notary, accountant, engineer, appraiser or other person whose position or profession lends credibility to a statement made by that person.

b) les rapports de personnes dont la profession ou la situation permet d'accorder foi à leurs déclarations, notamment les avocats, les notaires, les comptables, les ingénieurs et les estimateurs.

Indemnity

17. (1) The Corporation may indemnify a present or former director or officer of the Corporation or a person who acts or has acted as a director or officer at the request of the Corporation against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, that are reasonably incurred by them in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which they are a party by reason of being or having been such a director, officer or person if they

17. (1) La Commission peut indemniser ceux de ses administrateurs ou dirigeants ou leurs prédécesseurs, ou les personnes qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette qualité, de tous les frais et dépens, y compris les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement, engagés par eux lors de procédures civiles, pénales ou administratives auxquelles ils étaient parties en cette qualité, si les conditions ci-après sont réunies :

Indemnisation

(a) acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation; and

a) ils ont agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Commission;

(b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, had reasonable grounds to believe that their conduct was lawful.

b) dans le cas de procédures pénales ou administratives aboutissant au paiement d'une peine pécuniaire, ils avaient des motifs raisonnables de croire à la régularité de leur conduite.

Advance of costs

(2) The Corporation may advance moneys to any individual referred to in subsection (1) for the costs, charges and expenses of an action or proceeding referred to in that subsection unless there are reasonable grounds to believe that the individual does not fulfil the conditions set out in paragraph (1)(a) or (b). The individual must

(2) La Commission peut avancer des fonds pour permettre à toute personne visée au paragraphe (1) d'assumer les frais et dépens de sa participation aux procédures visées à ce paragraphe, sauf s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'elle ne remplit pas les conditions énoncées aux alinéas (1)a) ou b). La personne

Avances

	<p>repay the moneys if he or she does not fulfil those conditions.</p>	<p>rembourse les fonds si elle ne remplit pas ces conditions.</p>	
Indemnity as of right	<p>(3) Despite anything in this section, a person referred to in subsection (1) is entitled to indemnity from the Corporation in respect of all costs, charges and expenses reasonably incurred by that person in connection with the defence of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which the person is made a party by reason of being or having been a director or officer of the Corporation, if the person</p> <p>(a) was substantially successful on the merits in their defence of the action or proceeding; and</p> <p>(b) fulfils the conditions set out in paragraphs (1)(a) and (b).</p>	<p>(3) Malgré les autres dispositions du présent article, les personnes visées au paragraphe (1) peuvent demander à la Commission de les indemniser des frais et dépens engagés par elles dans le cadre d'une défense dans une instance civile, pénale ou administrative à laquelle elles étaient parties en raison de leurs fonctions, dans la mesure où :</p> <p>a) d'une part, elles ont obtenu gain de cause sur la plupart de leurs moyens de défense au fond;</p> <p>b) d'autre part, elles remplissent les conditions énoncées aux alinéas (1)a) et b).</p>	Droit à l'indemnisation
Application to court	<p>(4) The Corporation or a person referred to in subsection (1) may apply to a court for an order approving an indemnity under this section and the court may so order and make any further order it thinks fit.</p>	<p>(4) Le tribunal peut, par ordonnance, approuver, à la demande de la Commission ou de l'une des personnes visées au paragraphe (1), toute indemnisation prévue au présent article, et prendre toute autre mesure qu'il estime utile.</p>	Demande au tribunal
	CONTINGENCY FUND	FONDS DE RÉSERVE	
Fund established	<p>18. (1) A contingency fund is established to be used by the Corporation</p> <p>(a) to carry out any activities set out in the annual corporate plan approved under section 26 or, on the approval of the Minister with the concurrence of the Minister of Finance, to carry out any other activity; or</p> <p>(b) to provide for potential losses resulting from the operation of section 30 or 37.</p>	<p>18. (1) Est établi un fonds de réserve servant à la Commission aux fins suivantes :</p> <p>a) exercer les activités visées par le plan d'entreprise annuel approuvé en vertu de l'article 26 ou, avec l'approbation du ministre et l'assentiment du ministre des Finances, toute autre activité;</p> <p>b) couvrir les pertes pouvant éventuellement découler de l'application des articles 30 ou 37.</p>	Établissement
Crediting contingency fund	<p>(2) Subject to subsection (3), the Corporation may deduct an amount from any amount it receives in the course of its operations under this Act and credit the amount so deducted to the contingency fund.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), la Commission peut faire des retenues sur les sommes touchées par elle dans le cadre de ses opérations faites au titre de la présente loi et verser les sommes ainsi retenues au fonds de réserve.</p>	Versements au fonds de réserve
Restriction	<p>(3) The Corporation is not authorized to make a deduction referred to in subsection (2) if, as a result of the deduction, a loss would be paid out of moneys provided by Parliament.</p>	<p>(3) La Commission ne peut effectuer les retenues visées au paragraphe (2) si, de ce fait, une perte est imputée aux crédits affectés par le Parlement.</p>	Restriction
Contingency fund balance	<p>(4) For greater certainty, the balance at any particular time of the contingency fund need not be positive.</p>	<p>(4) Il est entendu que le solde du fonds de réserve peut être débiteur.</p>	Fonds de réserve

PRICING, PROFITS AND LOSSES

Sale and disposal of grain **19.** (1) The Corporation may sell and dispose of grain acquired by it as a result of its operations under this Act for the prices that it considers reasonable.

Profits (2) Profits realized by the Corporation from its operations in grain under this Act during any crop year, other than from its operations under Part 2, with respect to the disposition of which no provision is made elsewhere in this Act, are to be credited to the contingency fund.

Losses (3) Losses sustained by the Corporation from its operations under Part 2 in relation to any pool period fixed under that Part, during that pool period, for which no other provision is made under this Act, are to be paid out of moneys provided by Parliament.

INVESTMENT OF MONEYS

Payment of expenses **20.** (1) The Corporation may, at the time of realization, use every profit realized by it on the sale of bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness acquired by it under paragraph 7(e) in payment of expenses incurred by it in its operations or may credit the profit to the contingency fund.

Losses (2) Every loss sustained by the Corporation on the sale of a bond, debenture, note or other evidence of indebtedness acquired under paragraph 7(e) is, for all purposes, deemed to be an expense incurred by the Corporation in the course of its operations at the time of the sale.

ACCOUNTS AND REPORTS

Obligations of the Corporation **21.** (1) The Corporation must
 (a) keep proper books and accounts of its operations under this Act, showing any particulars that may be requisite for proper accounting in accordance with established accounting practice;
 (b) with the approval of the Governor in Council, appoint a firm of chartered accountants for the purpose of auditing accounts and records and certifying reports of the Corporation;

FIXATION DES PRIX, BÉNÉFICES ET PERTES

19. (1) La Commission peut vendre et écouler les grains dont elle s'est portée acquéreur en application de la présente loi aux prix qu'elle estime indiqués.

(2) Les bénéfices réalisés par la Commission au titre de ses opérations sur le grain au cours d'une campagne agricole, exception faite de ceux qui découlent des opérations visées à la partie 2, sont, sauf affectation particulière prévue par la présente loi, portés au crédit du fonds de réserve.

(3) Sauf disposition contraire de la présente loi, sont imputées aux crédits affectés par le Parlement les pertes subies par la Commission se rapportant à une période de mise en commun fixée aux termes de la partie 2, au cours de la période de mise en commun en question.

PLACEMENTS

20. (1) Les bénéfices réalisés par la Commission sur la vente des titres de créance visés à l'alinéa 7e) peuvent être affectés au paiement des dépenses engagées dans l'exercice de ses activités ou au crédit du fonds de réserve.

(2) Les pertes occasionnées à la Commission par la vente de ces mêmes titres de créance sont réputées constituer des dépenses engagées dans l'exercice de ses activités à la date de la vente.

COMPTABILITÉ ET RAPPORTS

21. (1) La Commission :
 a) tient des livres et comptes appropriés des opérations prévues par la présente loi, en y faisant les mentions requises par les méthodes comptables reconnues;
 b) nomme, avec l'approbation du gouverneur en conseil, un cabinet de comptables agréés chargé de la vérification des comptes et des livres et de l'attestation de ses rapports;

Vente et écoulement des grains

Bénéfices

Pertes

Affectation des bénéfices

Pertes

Obligations de la Commission

(c) report in writing to the Minister as soon as feasible after the end of each month, as at the close of business on the last day of that month, its purchases and sales of all grain during the month and the quantities of grain then held by it, the contracts to take delivery of grain to which it is then a party, all securities then held by it and the financial result of its operations as at the end of that month;

(d) make any reports and provide any information that the Minister may from time to time require; and

(e) in each year, on or before March 31 or any other date that the Governor in Council may fix, report to the Minister in writing, as at the close of business on the last day of the preceding crop year, its purchases and sales of all grain during that crop year, the quantities of grain then owned by it, the contracts to take delivery of grain to which it is then a party, all securities then held by it and the financial result of its operations as at the end of that crop year and any further information that the Minister may require, and the report is to be certified by the auditors of the Corporation.

Report to Parliament

(2) The Minister must cause a copy of each report of the Corporation made under paragraph (1)(e) to be laid before Parliament on any of the first 15 days that either House of Parliament is sitting after the Minister receives it.

Commercially detrimental information

(3) The Minister may exclude from the report any information whose publication, in the opinion of the Minister, would be detrimental to the commercial interests of the Corporation.

PENSION FUND AND GROUP INSURANCE

Pension fund

22. (1) The Corporation may, with the approval of the Governor in Council, establish a pension fund for the directors and the officers, clerks and employees employed by the Corporation under this Act and their dependants, including their spouse, common-law partner and children, any other relative of the director, officer, clerk or employee, and any child or other relative of the spouse or common-law partner of the director, officer, clerk or employee. The

c) présente au ministre, au début de chaque mois, un rapport donnant, à l'heure de fermeture des bureaux le dernier jour du mois précédent, les renseignements suivants : achats et ventes de grains effectués au cours du mois, quantités de grains détenues, contrats relatifs à la prise de livraison de grains auxquels elle est partie, valeurs détenues et résultat d'exploitation;

d) fournit les rapports et renseignements demandés par le ministre;

e) présente au ministre, au plus tard le 31 mars — ou autre date fixée par le gouverneur en conseil —, un rapport certifié par les vérificateurs et donnant, à l'heure de fermeture des bureaux le dernier jour de la campagne agricole précédente, les renseignements suivants : achats et ventes de grains effectués au cours de la campagne agricole, quantités de grains dont elle est propriétaire, contrats relatifs à la prise de livraison de grains auxquels elle est partie, valeurs détenues et résultat d'exploitation, ainsi que tous autres renseignements demandés par le ministre.

(2) Le ministre fait déposer un exemplaire du rapport visé à l'alinéa (1)e) devant le Parlement, dans les quinze premiers jours de séance de l'une ou l'autre chambre suivant sa réception.

Rapport au Parlement

(3) Le ministre peut omettre d'inclure dans le rapport des renseignements dont la publication nuirait, selon lui, aux intérêts commerciaux de la Commission.

Protection

CAISSE DE RETRAITE ET ASSURANCE COLLECTIVE

22. (1) La Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, constituer une caisse de retraite pour les administrateurs et les membres de son personnel ainsi que pour leurs personnes à charge, notamment l'époux ou le conjoint de fait, les enfants et tout autre parent de ces administrateurs et ces membres, et tout enfant ou autre parent de leur époux ou conjoint de fait. Elle peut y cotiser sur ses fonds.

Caisse de retraite

Corporation may contribute to the pension fund out of funds of the Corporation.

Corporation's contributions deemed operational expenses	(2) Contributions to the pension fund made by the Corporation under subsection (1) are deemed to be expenses incurred in connection with its operations.	(2) Les cotisations versées par la Commission à la caisse de retraite sont réputées constituer des dépenses engagées dans l'exercice de ses activités.	Présomption quant aux cotisations
Group insurance plans	23. (1) With the approval of the Governor in Council, the Corporation may enter into a contract with any person for the provision of a group life insurance plan and a group medical-surgical insurance plan for the directors and the officers, clerks and employees employed by the Corporation under this Act and their dependants, including their spouse, common-law partner and children, any other relative of the director, officer, clerk or employee, and any child or other relative of the spouse or common-law partner of the director, officer, clerk or employee.	23. (1) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, la Commission peut conclure des contrats visant à constituer un régime collectif d'assurance-vie ou un régime collectif d'assurance médicale-chirurgicale; ces régimes étant au bénéfice des administrateurs et des membres du personnel de la Commission ainsi que de leurs personnes à charge, notamment l'époux ou le conjoint de fait, les enfants et tout autre parent de ces administrateurs et ces membres, et tout enfant ou autre parent de leur époux ou conjoint de fait.	Assurances collectives
Corporation's contribution to premiums	(2) The Corporation may contribute a share of the premiums payable under any insurance plan referred to in subsection (1) out of the funds of the Corporation.	(2) La Commission peut payer sa part des primes exigibles aux termes des régimes d'assurance visés au paragraphe (1) sur ses fonds.	Paiement des primes
Corporation's contributions deemed operational expenses	(3) Contributions made by the Corporation under subsection (2) are deemed to be expenses incurred in connection with its operations.	(3) Les paiements effectués par la Commission conformément au paragraphe (2) sont réputés constituer des dépenses engagées dans l'exercice de ses activités.	Présomption
Definition of "common-law partner"	24. In subsections 22(1) and 23(1), "common-law partner", in relation to an individual, means a person who is cohabiting with the individual in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year.	24. Aux paragraphes 22(1) et 23(1), « conjoint de fait » s'entend de la personne qui vit avec la personne en cause dans une relation conjugale depuis au moins un an.	Définition de « conjoint de fait »
DIRECTIONS BY GOVERNOR IN COUNCIL		INSTRUCTIONS DU GOUVERNEUR EN CONSEIL	
Directions to the Corporation	25. (1) The Governor in Council may, by order, direct the Corporation with respect to the manner in which any of its operations, powers and duties under this Act are to be conducted, exercised or performed.	25. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, donner des instructions à la Commission sur la manière d'exercer ses activités et ses attributions.	Décrets
Directors	(2) The directors are to cause the directions to be implemented and, in so far as they act in accordance with section 16, they are not accountable for any consequences arising from the implementation of the directions.	(2) Les administrateurs veillent à la mise en œuvre des instructions données à la Commission, mais ils ne peuvent être tenus pour responsables des conséquences qui en découlent si, ce faisant, ils agissent conformément à l'article 16.	Administrateurs

Best interests	(3) Compliance by the Corporation with directions is deemed to be in the best interests of the Corporation.	(3) La Commission est, lorsqu'elle observe les instructions qu'elle reçoit, présumée agir au mieux de ses intérêts.	Présomption
	PLANS, BORROWINGS AND GUARANTEES	PLANS, EMPRUNTS ET GARANTIE	
Corporate plan	26. (1) The Corporation must submit annually a corporate plan to the Minister for the approval of the Minister in consultation with the Minister of Finance.	26. (1) La Commission établit annuellement un plan d'entreprise qu'elle remet au ministre pour que celui-ci l'approuve en consultation avec le ministre des Finances.	Plan d'entreprise
Scope and content of corporate plan	(2) The corporate plan must encompass all the business and activities of the Corporation and must contain any information that the Minister considers appropriate.	(2) Le plan traite de toutes les activités de la Commission et fait état des renseignements que le ministre juge indiqués.	Portée et contenu du plan
Borrowing plan	(3) The Corporation must submit annually to the Minister of Finance for approval a plan indicating the amount of money that the Corporation intends to borrow in the coming crop year for the purposes of carrying out its corporate plan.	(3) La Commission soumet annuellement à l'approbation du ministre des Finances un plan indiquant le montant des emprunts qu'elle entend contracter au cours de la campagne agricole à venir en vue de la mise en œuvre de son plan d'entreprise.	Plan d'emprunt
Terms	(4) The Corporation must not undertake any borrowings described in the borrowing plan approved under subsection (3) unless the Minister of Finance has approved the time and terms of the borrowings, including which borrowings are to be guaranteed by the Minister of Finance on behalf of Her Majesty.	(4) Avant de procéder à une opération d'emprunt prévue au plan visé au paragraphe (3), la Commission est tenue d'obtenir l'approbation du ministre des Finances quant aux modalités de temps et aux conditions de l'opération, notamment quant aux emprunts qui devront être garantis par le ministre des Finances pour le compte de Sa Majesté.	Modalités et conditions des emprunts
Guarantee of borrowings	(5) The repayment with interest, if any, of money borrowed by the Corporation is guaranteed by the Minister of Finance on behalf of Her Majesty if the terms approved under subsection (4) indicate that it is to be guaranteed.	(5) Le remboursement des emprunts contractés par la Commission — ainsi que des intérêts afférents, le cas échéant — est garanti par le ministre des Finances pour le compte de Sa Majesté si les conditions approuvées en vertu du paragraphe (4) indiquent que de tels emprunts sont garantis.	Garantie : emprunts
Loans and guarantee of credit sales	(6) The Minister of Finance, on behalf of Her Majesty, may, on any terms that the Governor in Council may approve, (a) make loans or advances to the Corporation; or (b) guarantee payment with interest of amounts owing to the Corporation in respect of the sale of grain on credit.	(6) Le ministre des Finances peut, pour le compte de Sa Majesté et aux conditions que le gouverneur en conseil approuve : a) consentir des prêts ou avances à la Commission; b) garantir les créances de la Commission relativement aux ventes de grains à crédit, ainsi que les intérêts afférents.	Prêts et garantie des ventes à crédit

PART 2

INTERPROVINCIAL AND EXPORT
MARKETING OF GRAIN BY THE
CORPORATION

INTERPRETATION

Definition of
"pool period"

27. In this Part, "pool period" means any period or periods, not exceeding one year in the aggregate, that the Corporation may set as a pool period in respect of grain.

PURCHASE OF GRAIN AND INITIAL PAYMENT

Grain for
interprovincial
and export trade

28. (1) The Corporation may undertake the marketing of grain in interprovincial and export trade and for that purpose may buy grain offered by a producer for sale and delivery to the Corporation at an elevator, in a railway car or at any other place.

Requirements
when grain
purchased

(2) If the Corporation buys grain under subsection (1), it must

(a) pay to producers selling and delivering grain to the Corporation, at the time of delivery or at any time after delivery as may be agreed on, a sum certain per tonne basis in storage at a pooling point to be fixed from time to time

(i) by the Minister, with the concurrence of the Minister of Finance, in respect of grain of a base grade, and

(ii) by the Corporation, with the approval of the Minister and the concurrence of the Minister of Finance, in respect of each other grade of grain;

(b) if under paragraph (a) the sum certain payable to producers in respect of grain of any grade is increased during a pool period, pay to the holder of a certificate that is referred to in paragraph (c) the amount of the increase in respect of each tonne of grain of that grade sold and delivered to the Corporation during the pool period before the day on which the increase becomes effective; and

(c) issue to a producer who sells and delivers grain to the Corporation a certificate indicating the number of tonnes purchased and

PARTIE 2

ORGANISATION DU MARCHÉ
INTERPROVINCIAL ET DE
L'EXPORTATION DU GRAIN

DÉFINITION

Définition de
« période de
mise en
commun »

27. Pour l'application de la présente partie, « période de mise en commun » s'entend de la ou des périodes, ne dépassant pas une année au total, que la Commission peut fixer à titre de période de mise en commun pour le grain en cause.

ACHAT DE GRAINS ET ACOMPTE À LA LIVRAISON

Grain destiné au
commerce
interprovincial
et à l'exportation

28. (1) La Commission peut commercialiser le grain dans le cadre du commerce interprovincial et de l'exportation et, à cette fin, peut acheter le grain que les producteurs offrent de lui vendre et de lui livrer à un silo, à un wagon ou à tout autre endroit.

(2) Si elle achète du grain au titre du paragraphe (1), la Commission :

a) paie à ces producteurs, au moment de la livraison ou à une date ultérieure convenue, la somme déterminée par tonne, en magasin à un point de mise en commun, fixée :

(i) par le ministre, avec l'assentiment du ministre des Finances, pour ce qui est du grain du grade de base,

(ii) par elle, avec l'approbation du ministre et l'assentiment du ministre des Finances, pour ce qui est des autres grades;

b) fait bénéficier les détenteurs du certificat visé à l'alinéa c), à compter du début de la période de mise en commun, de toute augmentation de prix survenue au cours de la période et applicable au grade de grain vendu et livré à la Commission;

c) délivre à chaque producteur qui lui vend et livre du grain un certificat indiquant le nombre de tonnes achetées et livrées et le grade du grain, le certificat donnant à son détenteur le droit de participer à la distribution équitable de l'éventuel excédent découlant des opérations qu'elle fait sur le grain qui lui est vendu et livré au cours de la même période de mise en commun.

Obligations
découlant de
l'achat

delivered and the grade of the grain, which certificate entitles the holder to share in the equitable distribution of the surplus, if any, arising from the operations of the Corporation with regard to the grain sold and delivered to the Corporation during the same pool period.

Sum to have proper price relationship

(3) Each sum certain fixed by the Corporation under subparagraph (2)(a)(ii) in respect of a grade of grain other than a base grade must be an amount that brings the sum certain for that grade into proper price relationship with the sum certain for the base grade.

(3) La Commission fixe les prix visés au sous-alinéa (2)a)(ii) pour un grade de grain donné de façon à garder un juste rapport entre le prix de celui-ci et celui qui est fixé pour le grade de base.

Juste rapport de prix

Storage and other delivery-related payments

(4) The Corporation may set for any pool period and pay to each producer, under the conditions set by the Corporation, a sum per tonne on account of storage of grain on the producer's farm, interest costs and other delivery-related amounts. Payment must be made from the account maintained by the Corporation for the pool period during which the grain was delivered.

(4) La Commission peut fixer, pour toute période de mise en commun, et verser à tout producteur, aux conditions qu'elle détermine, une somme par tonne correspondant aux frais que celui-ci a engagés pour le stockage du grain dans son exploitation agricole, à ses frais financiers et à toute autre somme connexe liée à la livraison du grain. Le versement est fait sur le compte tenu par la Commission, relativement au grain visé, pour la période de mise en commun où le grain a été livré.

Paiements liés à la livraison

Deferred delivery permit

(5) On application made to the Corporation by a producer before August 31 in any crop year, the Corporation may, in accordance with any conditions that may be specified in the regulations, issue to the producer a deferred delivery permit to deliver grain that the producer was unable to deliver during the immediately preceding crop year.

(5) Sur demande d'un producteur présentée avant le 31 août, la Commission peut, selon les modalités réglementaires, délivrer à celui-ci un permis de livraison différée lui permettant de livrer le grain qu'il n'a pu livrer au cours de la campagne agricole précédente.

Permis de livraison différée

Option

(6) Grain delivered and sold in a crop year under a deferred delivery permit issued under subsection (5) may, at the option of the producer,

(6) Le grain livré et vendu au titre du permis de livraison différée peut, au choix du producteur :

Choix

(a) be recorded as a delivery and sale by the producer in that crop year; or

a) soit faire l'objet d'une inscription pour la campagne en cours;

(b) be deemed for all purposes to have been delivered and sold during the immediately preceding crop year.

b) soit être réputé avoir été livré et vendu au cours de la campagne agricole précédente.

PAYMENT OF BALANCE AND INTERIM PAYMENTS

DISTRIBUTION DU SOLDE CRÉDITEUR ET VERSEMENTS INTÉRIMAIRES

Deductions from receipts

29. (1) As soon as the Corporation receives payment in full for all grain sold and delivered to it during a pool period and all credit sales of

29. (1) Dès que, d'une part, elle est payée intégralement pour le grain qui lui a été vendu et livré au cours de la période de mise en com-

Sommes à prélever

the grain in respect of which payment is guaranteed under section 26 have been concluded, there is to be deducted, from the aggregate of the total amount so received, the principal so guaranteed and any interest that accrues during that pool period in respect of sales of grain on credit concluded during any pool period, all moneys disbursed by or on behalf of the Corporation by way of payment in respect of that grain and by way of expenses incurred in connection with the operations of the Corporation attributable to that grain, including

- (a) the remuneration and allowances of the officers, clerks and employees of the Corporation;
- (b) the remuneration and expenses of the directors of the Corporation;
- (c) the necessary travel, living and other expenses incurred in the discharge of duties under this Act by the persons referred to in paragraph (a); and
- (d) the estimated expenses of distribution of the balance mentioned in subsection (3), as estimated by the Corporation.

Additional
payment

(2) The Corporation may, with the approval of the Minister and the concurrence of the Minister of Finance and subject to any terms on which the approval is given, fix and pay in respect of any pool period a sum per tonne to each producer who has sold and delivered grain to the Corporation in a railway car during the pool period, in addition to any payment authorized by section 28.

Distribution of
balance

(3) The Corporation must, after the end of any pool period, distribute the balance remaining in its account in respect of grain purchased by it during the pool period, after making the deductions from the account provided for in subsection (1) and the payments provided for in subsection (2), among holders of certificates issued by the Corporation under this Part during the pool period, by paying on surrender to it of each certificate, unless the Corporation waives the surrender, to the holder of the certificate, the appropriate sum determined by the Corporation as provided in this Act for each tonne of

mun et, d'autre part, les ventes de grains à crédit auxquelles s'applique la garantie visée à l'article 26 ont été conclues pour cette période, la Commission prélève sur le total des sommes ainsi payées, du principal garanti et de l'intérêt échu dans cette période — y compris celui afférent à une vente à crédit conclue dans une période antérieure —, et ce, au titre des dépenses qu'elle a engagées ou qui l'ont été en son nom, le prix d'achat du grain et les frais afférents aux opérations qu'elle a effectuées sur celui-ci, y compris :

- a) la rémunération et les indemnités des membres du personnel;
- b) la rémunération et les indemnités des administrateurs;
- c) les frais normaux de déplacement, de séjour et autres, engagés par les personnes visées à l'alinéa a) dans l'accomplissement des fonctions que leur confère la présente loi;
- d) les frais qui, selon son estimation, seront occasionnés par la distribution du solde mentionné au paragraphe (3).

(2) La Commission peut, avec l'approbation du ministre et l'assentiment du ministre des Finances, aux conditions dont est assortie l'approbation, fixer la somme à verser pour une période de mise en commun — par tonne et en sus de tout paiement visé à l'article 28 — à chaque producteur qui lui a vendu du grain et le lui a livré à un wagon au cours de cette période et payer cette somme au producteur.

Paiement
supplémentaire
au producteur
ayant livré à un
wagon

(3) Une fois la période de mise en commun terminée, la Commission procède à la distribution du solde créditeur — une fois faites les déductions visées au paragraphe (1) et effectués les paiements visés au paragraphe (2) — du compte relatif au grain qu'elle a acheté au cours de cette période, aux détenteurs des certificats qu'elle a délivrés aux termes de la présente partie au cours de cette période en payant à chacun, sur remise du certificat — sauf si elle y a renoncé —, la somme appropriée qu'elle a fixée dans le cadre de la présente loi pour chaque tonne de grain selon le grade.

Distribution du
solde

grain referred to in the certificate according to grade.

Interim payments

(4) Despite subsection (1), if the Minister, having regard to a report by the Corporation of the effect on its financial position of an interim payment on account of the distribution of the balance referred to in subsection (3), is of the opinion that an interim payment can be made without loss and the Minister of Finance concurs with the Minister's opinion, the Minister with the concurrence of the Minister of Finance may authorize and direct that payment to be made.

(4) Malgré le paragraphe (1), le ministre peut, avec l'assentiment du ministre des Finances, ordonner le paiement de versements intérimaires au titre de la distribution prévue au paragraphe (3) si, au vu d'un rapport de la Commission quant à l'effet produit sur sa situation financière par ce paiement, il est d'avis que celui-ci peut se faire sans perte et si le ministre des Finances donne son assentiment à cet avis.

Versements intérimaires

Expenses — international grain marketing organizations

(5) Expenses incurred by the Corporation with respect to any international organization for the purposes of marketing grain and the expenses of any director or officer of the Corporation of and incidental to attendance at meetings of that international organization or any committee of that organization are deemed to be expenses incurred in connection with the operations of the Corporation within the meaning of this section, but nothing in this subsection is to be construed as authorizing the payment by the Corporation of any contributions required to be paid by Canada to or in support of that international organization or any committee of that organization.

(5) Les dépenses de la Commission relatives aux organismes internationaux de commercialisation du grain et celles qui sont entraînées par la présence des administrateurs ou de ses dirigeants aux réunions de ces organismes ou de leurs comités sont réputées constituer des frais afférents aux opérations qu'elle a effectuées sur le grain au sens du présent article; le présent paragraphe n'a toutefois pas pour effet d'autoriser la Commission à verser les contributions dont le Canada est redevable à ces organismes ou comités, ou qu'il est tenu d'acquitter pour leur soutien.

Dépenses à l'égard d'organismes internationaux de commercialisation du grain

Determination of amounts

(6) The Corporation must, with the approval of the Minister and the concurrence of the Minister of Finance, determine and fix the amounts to which producers are entitled per tonne according to grade under certificates issued under this Part so that each producer receives, in respect of grain sold and delivered to the Corporation during each crop year for the same grade of grain, the same price basis at a pooling point and that each price bears a proper price relationship to the price for each other grade.

(6) Avec l'approbation du ministre et l'assentiment du ministre des Finances, la Commission fixe les sommes à verser aux producteurs, par tonne et selon le grade indiqué dans les certificats délivrés aux termes de la présente partie, selon le sens et l'intention véritables de la présente partie, ceux-ci étant que chaque producteur doit recevoir, pour le grain vendu et livré à la Commission au cours de chaque campagne agricole et pour le même grade de grain, le même prix, base un point de mise en commun, et que les prix applicables aux différents grades doivent être proportionnels.

Fixation des sommes

Corporation not liable

(7) There is no liability on the Corporation in respect of a certificate issued under this Part except as provided in this section.

(7) La Commission n'a d'autres responsabilités à l'égard des certificats délivrés aux termes de la présente partie que celles qui sont prévues au présent article.

Limite quant aux responsabilités

Early payment

30. (1) The Corporation may, in accordance with this section, pay to holders of certificates

30. (1) La Commission peut, en conformité avec les autres dispositions du présent article,

Versements anticipés

issued by the Corporation under this Part who apply for such a payment, an amount instead of the amount that would be distributed under paragraph 28(2)(b) or section 29.

verser au détenteur d'un certificat délivré sous le régime de la présente partie qui en fait la demande une somme en remplacement de celle qu'elle lui remettrait normalement en application de l'alinéa 28(2)b) ou de l'article 29.

Possible gains (2) Any gains of the Corporation that result from the operation of this section are to be credited to the contingency fund.

(2) Les bénéfices éventuels qui peuvent découler de l'application du présent article sont portés au crédit du fonds de réserve.

Bénéfices éventuels

Possible losses (3) Any losses of the Corporation that result from making payments under subsection (1) are to be paid out of the contingency fund.

(3) Les pertes pouvant éventuellement découler des versements effectués par la Commission sous le régime du présent article sont prélevées sur le fonds de réserve.

Pertes éventuelles

QUALITY CHARACTERISTICS WITHIN GRADES

DISTINCTIONS À L'INTÉRIEUR D'UN MÊME GRADE

Action within a grade

31. In taking any action under section 28, 29 or 34 in respect of a grade of grain, the Governor in Council, the Corporation or the Minister with the concurrence of the Minister of Finance may take that action in respect of any grain within that grade that has an inherent quality characteristic that distinguishes it from any other grain within that grade as if the grain having that inherent quality characteristic were grain of a different grade.

31. Dans l'application des articles 28, 29 ou 34 à un grade de grain donné, le gouverneur en conseil, la Commission ou le ministre avec l'assentiment du ministre des Finances peuvent considérer comme étant d'un grade distinct le grain de ce grade qui se distingue du reste de celui-ci par des caractéristiques intrinsèques du point de vue de la qualité.

Établissement d'un grade distinct

Distribution variations within a grade

32. In carrying out any distribution under subsection 29(3), the Corporation may adjust the appropriate sum determined by the Corporation as provided in this Act for each tonne of grain referred to in that subsection according to grade in order to pay a premium or make a discount in respect of any grain within any grade that

32. En procédant à la distribution visée au paragraphe 29(3), la Commission peut rajuster la somme appropriée fixée aux termes de la présente loi pour chaque tonne mentionnée au certificat en vue de payer une prime ou d'appliquer une réfaction pour le grain qui, dans un grade :

Primes ou réfections

(a) has an inherent quality characteristic that distinguishes it from any other grain within that grade; or

a) soit possède une caractéristique intrinsèque, du point de vue de la qualité, qui le distingue du reste;

(b) was delivered to the Corporation at a delivery point that the Canadian Grain Commission has determined to be a point at which the average of the aggregate grain of that grade that was delivered to the point during that pool period had an inherent quality characteristic that distinguished it from any other grain within that grade.

b) soit lui a été livré à un point de livraison que la Commission canadienne des grains a désigné comme étant un point où la moyenne du grain de ce grade livré au cours de la période de mise en commun possédait une caractéristique intrinsèque, du point de vue de la qualité, qui le distinguait du reste.

SEPARATE ACCOUNTS

COMPTABILITÉ DISTINCTE

Separate accounts

33. (1) The Corporation must maintain separate accounts with regard to its operations in

33. (1) La Commission tient des comptes distincts de ses opérations sur les types de

Comptes distincts

respect of each type of grain sold and delivered to it during each pool period by producers.

grains qui lui sont vendus et livrés par des producteurs pour chaque période de mise en commun.

Designated grain

(2) The Corporation must maintain a separate account under subsection (1) in respect of grain designated by regulation under subsection 38(1).

(2) La Commission tient un compte distinct à l'égard du grain désigné par un règlement pris en vertu du paragraphe 38(1).

Désignation

REGULATIONS AND AUTHORIZATIONS RESPECTING
CERTIFICATES AND ACCOUNTS

RÈGLEMENTS ET AUTORISATIONS CONCERNANT LES
CERTIFICATS ET LES COMPTES

Regulations

34. The Governor in Council may, by regulation,

34. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

(a) prescribe the form of certificates to be issued under section 28;

a) fixer la forme des certificats à délivrer aux termes de l'article 28;

(b) prescribe the manner in which the Corporation must adjust its accounts for any pool period in respect of overages, shortages, adjustment of grades, mixing of grain, residual amounts of grain remaining in accounts and other like matters; and

b) fixer les modalités de rectification des comptes tenus par la Commission au cours d'une période de mise en commun pour ce qui est notamment des excédents, des manquants, du rajustement de grades, du mélange du grain et des quantités résiduelles de grains;

(c) prescribe the conditions for and the manner of negotiating a certificate issued under this Part.

c) fixer les conditions et les modalités de la négociation des certificats délivrés aux termes de la présente partie.

Transfer of grain from preceding pool period

35. The Minister, with the concurrence of the Minister of Finance, may authorize the Corporation to adjust its accounts at any time by transferring to the then current pool period all grain delivered during a preceding pool period and then remaining unsold, and the Corporation must credit to the accounts for that preceding pool period, and charge against the accounts for the current pool period, the amount that the Minister, with the concurrence of the Minister of Finance, considers to be a reasonable price for the grain so transferred, and all grain so transferred is

35. Avec l'assentiment du ministre des Finances, le ministre peut autoriser la Commission à rectifier ses comptes en transférant à la période de mise en commun en cours le grain livré pendant une période antérieure et encore inventuré; le cas échéant, il fixe, selon ce qu'il estime être un prix raisonnable pour ce grain, la somme que la Commission doit porter au crédit des comptes de la période antérieure et au débit des comptes de la période en cours. Le grain ainsi transféré est réputé :

Transfert de grain d'une période de mise en commun à une période subséquente

(a) for the purposes of the accounts relating to that preceding pool period, deemed to have been sold and paid for in full for that amount; and

a) dans les comptes relatifs à la période antérieure, avoir été vendu et totalement payé;

(b) in the accounts relating to the current pool period, to be dealt with as though it had been sold and delivered to the Corporation by producers in the current pool period and purchased by the Corporation for that

b) dans les comptes de la période en cours, avoir été vendu et livré à la Commission par les producteurs pendant la période de mise en commun en cours et acheté par elle, aucun certificat visé à l'alinéa 28(2)c) ne pouvant toutefois plus être délivré à cet égard.

amount, but no further certificates in respect of that grain are to be issued under paragraph 28(2)(c).

Transfer of undistributed balances

36. If producers of any grain sold and delivered during a pool period have been for six years or more entitled to receive from the Corporation payments in respect of that grain under certificates issued under this Act or out of an equalization fund, or otherwise, and there is an undistributed balance remaining in the accounts of the Corporation in respect of that grain, the Minister, with the concurrence of the Minister of Finance, may authorize the Corporation to adjust its accounts

(a) by applying the undistributed balance in payment of the expenses of the distribution of the balance mentioned in subsection 29(3) with respect to the same type of grain in any earlier pool period; and

(b) by transferring the remainder of the undistributed balance to the contingency fund.

OTHER PURCHASES OF GRAIN

Powers of the Corporation

37. (1) Despite sections 28 to 36, the Corporation may enter into a contract with a producer or any other person or entity for the purchase and delivery of grain at a price other than the sum certain per tonne for grain as set out in section 28 and on any terms that the Corporation considers appropriate.

Clarification

(2) For greater certainty, a contract entered into under subsection (1) may provide for the pooling of grain on a basis other than that set out in sections 28 to 36.

Possible gains

(3) Any gains of the Corporation that may result from the operation of this section are to be credited to the contingency fund.

Possible losses

(4) Any losses of the Corporation that may result from the operation of this section are to be paid out of the contingency fund.

REGULATIONS

Designated grain

38. (1) The Governor in Council may, by regulation, designate for the purposes of this Part

36. Dans les cas où des producteurs des grains vendus et livrés au cours d'une période de mise en commun ont eu, pendant au moins six ans, le droit de recevoir de la Commission des paiements à cet égard, notamment au titre de certificats délivrés aux termes de la présente loi ou sur un fonds de péréquation, et qu'il subsiste un solde non distribué aux comptes de la Commission relatifs à ces grains, le ministre peut, avec l'assentiment du ministre des Finances, permettre à la Commission de rectifier ses comptes :

a) d'une part, en affectant ce solde au paiement des frais de distribution du solde mentionné au paragraphe 29(3) à l'égard de ce type de grains pour une période antérieure de mise en commun;

b) d'autre part, en virant le reste du solde non distribué au fonds de réserve.

AUTRES MÉTHODES D'ACHAT DE GRAINS

37. (1) Malgré les articles 28 à 36, la Commission peut conclure avec un producteur ou toute autre personne ou tout groupe de personnes un contrat pour l'achat et la livraison de grains aux conditions qu'elle juge indiquées et à un prix global autre que celui fixé en conformité avec l'article 28.

(2) Il est entendu qu'un contrat conclu en vertu du paragraphe (1) peut prévoir une mise en commun du grain autre que celle prévue aux articles 28 à 36.

(3) Les bénéfices éventuels qui peuvent découler de l'application du présent article sont portés au crédit du fonds de réserve.

(4) Les pertes subies par la Commission qui peuvent découler de l'application du présent article sont prélevées sur le fonds de réserve.

RÈGLEMENTS

38. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner pour l'application de la présente partie :

Virement des soldes non distribués

Pouvoirs de la Commission

Précision

Bénéfices éventuels

Pertes éventuelles

Grain désigné

	<p>(a) any grain within any grade of grain specified in the regulation that has been delivered to the Corporation to be sold by the Corporation to purchasers who, with the consent of the Corporation, have selected and accepted the grain for a use specified in the regulation;</p> <p>(b) all grain of any grade of grain specified in the regulation; or</p> <p>(c) all grain of any class of grain specified in the regulation.</p>	<p>a) soit le grain appartenant à tel grade, livré à la Commission pour être vendu aux acheteurs qui, avec le consentement de celle-ci, l'ont sélectionné et accepté à tel usage;</p> <p>b) soit tout le grain appartenant à ce grade;</p> <p>c) soit tout le grain appartenant à telle classe.</p>	
Two or more grades	(2) A regulation made under paragraph (1)(a) or (b) must specify two or more grades of grain.	(2) Tout règlement pris en application des alinéas (1)a) ou b) doit spécifier au moins deux grades de grain.	Minimum
Coming into force	(3) A regulation made under subsection (1) comes into force according to the terms of the regulation but not earlier than the beginning of the crop year next following the day on which the regulation is made.	(3) Tout règlement pris en vertu du paragraphe (1) entre en vigueur à la date qui y est prévue, celle-ci ne pouvant toutefois être antérieure au début de la campagne agricole qui suit.	Entrée en vigueur
Time when regulation to be made	(4) A regulation made under subsection (1) must be made not less than five months before the day on which the regulation comes into force.	(4) Le règlement visé au paragraphe (1) doit être pris au moins cinq mois avant la date prévue d'entrée en vigueur.	Délai
Grade name	39. The grade name of any grain designated by a regulation made under subsection 38(1) is the grade name assigned to that grain under the <i>Canada Grain Act</i> with the word "designated" inserted immediately preceding the first word or number of the grade name.	39. L'appellation de grade du grain désigné dans tout règlement pris en vertu du paragraphe 38(1) est celle qui lui est donnée sous le régime de la <i>Loi sur les grains du Canada</i> , suivie du terme « désigné ».	Appellation de grade
Repeal	40. (1) A regulation made under subsection 38(1) must not be repealed at any time other than at the end of a crop year.	40. (1) Le règlement pris en vertu du paragraphe 38(1) ne peut être abrogé qu'à la fin d'une campagne agricole.	Abrogation
Transfer of grain where repeal	(2) If a regulation made under paragraph 38(1)(b) or (c) is repealed, the Governor in Council may authorize the Corporation to transfer all grain of any grade or class specified in the regulation delivered during any pool period and remaining unsold at the time of the repeal of the regulation to the pool period that commences at that time for grain not designated by any regulation made under subsection 38(1).	(2) En cas d'abrogation du règlement pris en application des alinéas 38(1)b) ou c), le gouverneur en conseil peut autoriser la Commission à transférer tout le grain appartenant à un grade ou à une classe visés par le règlement et livré au cours d'une période de mise en commun, et encore invendu, à la période de mise en commun commençant alors pour du grain non désigné.	Transfert en cas d'abrogation
Adjustment of accounts	(3) If the Corporation transfers grain under authority given under subsection (2), the Corporation must adjust its accounts by crediting to the accounts for each pool period from which the grain is transferred and charging against the	(3) La Commission porte respectivement au crédit ou au débit des comptes des périodes de mise en commun préalables ou postérieures à tout transfert autorisé conformément au paragraphe (2) les sommes que le gouverneur en	Rectification des comptes

accounts for the pool period into which the grain is transferred the amount that the Governor in Council considers to be a reasonable price for the grain so transferred, and all grain so transferred is

(a) for the purposes of the accounts for each pool period from which the grain is transferred, deemed to have been sold and paid for in full for that amount; and

(b) in the accounts for the pool period into which the grain is transferred, to be dealt with as though it had been sold and delivered to the Corporation by producers in that pool period and purchased by the Corporation for that amount, but no further certificates in respect of that grain are to be issued under paragraph 28(2)(c).

PART 3
GENERAL
REGULATIONS

Regulations

41. The Governor in Council may make regulations for any purpose for which regulations may be made under this Act.

IMPLEMENTATION OF THE NORTH AMERICAN FREE
TRADE AGREEMENT

Giving effect to the Agreement

42. (1) In exercising its powers and performing its duties, the Corporation must give effect to the provisions of the Agreement that pertain to the Corporation.

Regulations

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board and the Minister made at the request of the Corporation, make any regulations in relation to the Corporation that the Governor in Council considers necessary for the purpose of implementing any provision of the Agreement that pertains to the Corporation.

Definition of "Agreement"

(3) In subsections (1) and (2), "Agreement" has the same meaning as in subsection 2(1) of the *North American Free Trade Agreement Implementation Act*.

conseil estime constituer un prix raisonnable pour ce grain; le grain est réputé :

a) dans les comptes de chaque période de mise en commun préalable au transfert, avoir été vendu et totalement payé;

b) dans les comptes de la période de mise en commun postérieure au transfert, avoir été vendu et livré à la Commission par les producteurs au cours de cette période et acheté par elle, aucun certificat visé à l'alinéa 28(2)c) ne pouvant toutefois plus être délivré à cet égard.

PARTIE 3
DISPOSITIONS GÉNÉRALES
RÈGLEMENTS

Règlements

41. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE
NORD-AMÉRICAIN

Principe

42. (1) La Commission est tenue, dans l'exercice de ses attributions, d'appliquer les dispositions de l'Accord qui la concernent.

Règlements

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor et du ministre faite à la demande de la Commission, prendre au sujet de celle-ci les règlements qu'il estime nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de l'Accord qui la concernent.

Définition de « Accord »

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), « Accord » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*.

BORROWING BY AGENTS OR MANDATARIES

Corporation may authorize agents or mandataries to give security

43. (1) Despite any other statute or law, the Corporation may authorize any person with whom the Corporation enters or has entered into an agreement relating to the handling or receipt of grain for the Corporation to borrow from any bank on the security of grain delivered to and received by that person and to give security on that grain, in accordance with the bank's usual requirements, and the bank may take security on that grain under section 427 or 435 of the *Bank Act*, and that person is deemed to be the owner of that grain for all those purposes.

Default

(2) In case of default by a person described in subsection (1), the bank must sell or dispose of the grain referred to in that subsection to the Corporation only, and the Corporation must take delivery on the terms of the agreement from the bank in lieu of that person and pay to the bank the Corporation's fixed carlot prices for any classes and grades of grain delivered at a pooling point or at any other delivery point that may be authorized by the Corporation, together with charges, allowances and costs provided for in the agreement, and the security on that grain ceases and the Corporation to that extent has clear title to that grain, and those payments are to that extent a complete fulfilment of the Corporation's obligations to that person in respect of that grain as if those payments were made to that person.

Corporation may authorize shipping agents or mandataries to give security

44. (1) Despite any other statute or law, the Corporation may authorize a person with whom the Corporation enters into an agreement relating to the forwarding or selling of grain to borrow from any bank on the security of grain received by that person from the Corporation and to give security on that grain in accordance with the bank's usual requirements, and the bank may take security on that grain under section 427 or 435 of the *Bank Act*, and that person is deemed to be the owner of that grain for all those purposes.

Default

(2) In case of default by a person described in subsection (1), the bank must sell or dispose of the grain referred to in that subsection to the Corporation only, and the Corporation must

EMPRUNTS DES MANDATAIRES

43. (1) Malgré toute autre loi ou règle de droit, la Commission peut autoriser les personnes avec qui elle conclut ou a conclu un contrat pour la manutention ou la réception de grains à emprunter à une banque sur la garantie des grains qui leur sont livrés et qu'elles reçoivent et à grever ces grains d'une sûreté, conformément aux usages de la banque, celle-ci étant habilitée à prendre la garantie aux termes des articles 427 ou 435 de la *Loi sur les banques*. À ces fins, le contractant est réputé être le propriétaire des grains grevés.

Autorisation de la Commission

(2) En cas de défaut, la banque doit céder, notamment par vente, les grains à la Commission, celle-ci étant tenue de prendre livraison à la place du contractant et aux conditions prévues au contrat, et de payer à la banque les prix qu'elle a fixés par wagonnée pour les classes et grades de grains livrés à un point de mise en commun ou à tel autre point de livraison qu'elle autorise, ainsi que les droits, indemnités et frais prévus au contrat; la garantie cesse dès lors d'avoir effet et la Commission a, dans cette mesure, un titre incontestable sur les grains. Le paiement à la banque libère, dans cette mesure, la Commission des obligations contractées à cet égard envers le contractant, tout comme s'il avait été fait à celui-ci.

Défaut

44. (1) Malgré toute autre loi ou règle de droit, la Commission peut autoriser les personnes avec qui elle conclut un contrat pour l'expédition ou la vente de grains à emprunter à une banque sur la garantie des grains qu'elle a mis à leur disposition et qu'elles ont reçus d'elle et à grever ces grains d'une sûreté, conformément aux usages de la banque, celle-ci étant habilitée à prendre la garantie aux termes des articles 427 ou 435 de la *Loi sur les banques*. À ces fins, le contractant est réputé être le propriétaire des grains grevés.

Autorisation de la Commission

(2) En cas de défaut, la banque doit céder, notamment par vente, les grains à la Commission, celle-ci étant tenue de prendre livraison à la place du contractant et de payer à la banque

Défaut

take delivery from the bank in lieu of that person and pay to the bank the Corporation's price for that grain as fixed at the time of the making of the advance by the bank, delivered at a pooling point or at any other delivery point that may be authorized by the Corporation, together with charges, allowances and costs of transporting that grain to the delivery point, and the security on that grain ceases and the Corporation has a clear title to that grain.

DECLARATION

Declaration for the general advantage of Canada

45. Without restricting the generality of any declaration in the *Canada Grain Act* that any elevator is a work for the general advantage of Canada, every flour mill, feed mill, feed warehouse and seed cleaning mill is a work for the general advantage of Canada.

TRANSITIONAL PROVISIONS

Shipping grain

46. (1) For the purposes of shipping grain that has been sold and delivered to the Corporation before the day on which this Act comes into force, the Corporation may, despite anything in the *Canada Grain Act*, but subject to directions contained in any order of the Governor in Council, by order

(a) require that grain to be delivered from an elevator into railway cars or vessels navigating on the Great Lakes;

(b) provide for the allocation of railway cars available for the shipment of that grain at any delivery point to any elevator, loading platform or person at the delivery point; and

(c) require any person engaged in the business of delivering, receiving, storing, transporting or handling grain to make returns to the Corporation of information relating to that business or any facilities related to that business that are owned, possessed or controlled by that person.

le prix qu'elle avait fixé au moment du prêt pour ces grains, livrés à un point de mise en commun ou à tel autre point de livraison qu'elle autorise, ainsi que les droits, indemnités et frais de transport au point de livraison; la garantie cesse dès lors d'avoir effet et la Commission a un titre incontestable sur les grains.

DÉCLARATION

Déclaration d'intérêt national

45. Sans qu'il soit porté atteinte à la portée générale de toute déclaration faite dans le cadre de la *Loi sur les grains du Canada* portant que des silos constituent des ouvrages à l'avantage général du Canada, les minoteries, fabriques et entrepôts d'aliments pour les animaux ainsi que les stations de nettoyage des semences constituent des ouvrages à l'avantage général du Canada.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Pouvoirs

46. (1) Afin de procéder à la livraison des grains vendus et livrés à la Commission avant l'entrée en vigueur de la présente loi, celle-ci peut exercer les pouvoirs ci-après par arrêté, malgré la *Loi sur les grains du Canada*, mais sous réserve des instructions figurant dans tout décret :

a) exiger que les grains provenant de tels silos soient livrés dans des wagons ou des navires naviguant sur les Grands Lacs;

b) prévoir l'attribution à des silos, à des quais de chargement ou à des personnes se trouvant à un point de livraison de wagons disponibles pour l'expédition des grains qui s'y trouvent;

c) obliger toute personne s'occupant de la livraison, de la réception, du stockage, du transport ou de la manutention des grains à présenter à la Commission des déclarations sur son activité ou les installations qui s'y rapportent et dont elle est propriétaire ou dont elle a la possession ou la responsabilité.

Ceasing to have effect	(2) Subsection (1) ceases to have effect three months after the day on which this Act comes into force.	(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet trois mois après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Cessation d'effet
Contingency fund	47. The balance of the contingency fund established under paragraph 6(1)(c.3) of the <i>Canadian Wheat Board Act</i> immediately before the day on which this Act comes into force is, on that day, credited to the contingency fund established under subsection 18(1).	47. Le solde du fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa 6(1)c.3) de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i> à l'entrée en vigueur de la présente loi est, à cette entrée en vigueur, porté au crédit du fonds de réserve établi en vertu du paragraphe 18(1).	Fonds de réserve
Separate account	48. (1) The undistributed balance remaining in the separate account referred to in subparagraph 39(1)(a)(ii) of the <i>Canadian Wheat Board Act</i> on the day on which this Act comes into force is, on that day, credited to the contingency fund established under subsection 18(1).	48. (1) Tout solde non distribué figurant, à l'entrée en vigueur de la présente loi, au compte distinct visé au sous-alinéa 39(1)a)(ii) de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i> est porté au crédit du fonds de réserve établi en vertu du paragraphe 18(1) à cette entrée en vigueur.	Compte distinct
Distribution of the balance	(2) The Corporation may use any portion of the undistributed balance credited to the contingency fund under subsection (1) for any purpose that it could have under subsection 39(2) of the <i>Canadian Wheat Board Act</i> before the day on which this Act comes into force.	(2) La Commission peut distribuer toute partie des sommes versées au fonds de réserve au titre du paragraphe (1) aux fins auxquelles elles auraient pu être distribuées en vertu du paragraphe 39(2) de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i> avant l'entrée en vigueur de la présente loi.	Distribution du solde
CONSEQUENTIAL AND RELATED AMENDMENTS		MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONNEXES	
R.S., c. C-49	<i>Advance Payments for Crops Act</i>	<i>Loi sur le paiement anticipé des récoltes</i>	L.R., ch. C-49
1989, c. 26, s. 2	15. Section 3 of the <i>Advance Payments for Crops Act</i> is replaced by the following:	15. L'article 3 de la <i>Loi sur le paiement anticipé des récoltes</i> est remplacé par ce qui suit :	1989, ch. 26, art. 2
Application of Act	3. This Act applies in respect of crops grown in Canada.	3. La présente loi s'applique à toutes les récoltes produites au Canada.	Champ d'application
1997, c. 20	<i>Agricultural Marketing Programs Act</i>	<i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	1997, ch. 20
1998, c. 17, s. 30	16. (1) The definitions "Board" and "permit book" in subsection 2(1) of the <i>Agricultural Marketing Programs Act</i> are repealed.	16. (1) Les définitions de « carnet de livraison » et « Commission », au paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>, sont abrogées.	1998, ch. 17, art. 30
2006, c. 3, s. 1(3)	(2) Paragraph (b) of the definition "administrator" in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following: (b) an organization, <u>other than</u> a lender, that the Minister, taking into account any criteria prescribed by regulation, determines to be an organization that represents producers who produce, in an area, a significant portion of	(2) L'alinéa b) de la définition de « agent d'exécution », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit : b) tout organisme, autre qu'un prêteur, dont le ministre conclut, compte tenu de tout critère réglementaire, qu'il représente, dans une région, des producteurs y produisant une pro-	2006, ch. 3, par. 1(3)

an agricultural product for which advances will be made; or

(3) The definition “marketing agency” in subsection 2(1) of the Act is amended by adding “or” at the end of paragraph (b), by striking out “or” at the end of paragraph (c) and by repealing paragraph (d).

2006, c. 3, ss. 8(1)(E) and (2), 9(E) and 10

17. The heading before section 13 and sections 13 to 18 of the Act are repealed.

2006, c. 3, s. 13

18. Section 24 of the Act is repealed.

19. Section 33 of the Act is repealed.

20. Section 46 of the Act is repealed.

21. Section 52 of the Act is repealed.

R.S., c. A-5

Agricultural Products Cooperative Marketing Act

22. Paragraph (a) of the definition “agricultural product” in section 2 of the *Agricultural Products Cooperative Marketing Act* is replaced by the following:

(a) grain,

1998, c. 22

An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act

23. Section 17 of *An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act* is repealed.

R.S., c. G-10

Canada Grain Act

24. (1) Paragraph (a) of the definition “lawfully” in section 2 of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

(a) in accordance with this Act, and

(2) The portion of the definition “lawfully” in section 2 of the Act after subparagraph (b)(iii) is replaced by the following:

portion importante d’un produit agricole pour lequel les avances seront octroyées;

(3) L’alinéa d) de la définition de « agence de commercialisation », au paragraphe 2(1) de la même loi, est abrogé.

2006, ch. 3, par. 8(1)(A) et (2) et art. 9(A) et 10

17. L’intertitre précédant l’article 13 et les articles 13 à 18 de la même loi sont abrogés.

18. L’article 24 de la même loi est abrogé.

19. L’article 33 de la même loi est abrogé.

20. L’article 46 de la même loi est abrogé.

21. L’article 52 de la même loi est abrogé.

2006, ch. 3, art. 13

Loi sur la vente coopérative des produits agricoles

L.R., ch. A-5

22. L’alinéa a) de la définition de « produit agricole », à l’article 2 de la *Loi sur la vente coopérative des produits agricoles*, est remplacé par ce qui suit :

a) Les grains;

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme

1998, ch. 22

23. L’article 17 de la *Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme* est abrogé.

Loi sur les grains du Canada

L.R., ch. G-10

24. (1) L’alinéa a) de la définition de « légalement », à l’article 2 de la *Loi sur les grains du Canada*, est remplacé par ce qui suit :

a) de conformité à la présente loi;

(2) Le passage de l’alinéa b) de la définition de « légalement » précédant le sous-

deliverable by the owner of the grain, receivable by the public carrier for carriage to the elevator or consignee and receivable by the operator of the elevator or consignee, in accordance with this Act;

(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“actual producer”
« producteur-exploitant »

“actual producer” means a person actually engaged in the production of grain;

“producer”
« producteur »

“producer” means, as well as an actual producer, any person entitled, as landlord, vendor or mortgagee or hypothecary creditor, to the grain produced by an actual producer or to any share of that grain;

25. (1) Paragraph 20(2)(d) of the Act is repealed.

(2) Paragraph 20(2)(g) of the French version of the Act is replaced by the following:

g) douze producteurs-exploitants de grain de l'Ouest;

(3) Paragraph 20(2)(h) of the Act is replaced by the following:

(h) any additional persons not exceeding four in number that the Commission considers advisable.

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 23(2)

26. (1) Paragraph 80(4)(a) of the Act is repealed.

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 23(2)

(2) Paragraph 80(4)(c) of the English version of the Act is replaced by the following:

(c) if the grain is grain other than grain referred to in paragraph (b), be the property of the Commission,

27. The Act is amended by adding the following after section 83:

néa (i), à l'article 2 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

b) où le grain est susceptible d'être livré par son propriétaire, d'être reçu par le transporteur public pour livraison à l'installation ou au consignataire ou d'être reçu par l'exploitant de l'installation ou par le consignataire, conformément à la présente loi, lorsque ce mot qualifie :

(3) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« producteur » Outre le producteur-exploitant, toute personne ayant droit, à titre de locateur, de vendeur ou de créancier hypothécaire, à tout ou partie des grains produits par celui-ci.

« producteur-exploitant » Personne se livrant en fait à la production de grains.

« producteur »
“producer”

« producteur-exploitant »
“actual producer”

25. (1) L'alinéa 20(2)d de la même loi est abrogé.

(2) L'alinéa 20(2)g de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g) douze producteurs-exploitants de grain de l'Ouest;

(3) L'alinéa 20(2)h de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) au plus quatre autres personnes, selon qu'elle l'estime opportun.

26. (1) L'alinéa 80(4)a de la même loi est abrogé.

(2) L'alinéa 80(4)c de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) if the grain is grain other than grain referred to in paragraph (b), be the property of the Commission,

27. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 83, de ce qui suit :

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), par. 23(2)

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), par. 23(2)

	DEDUCTIONS	RETENUES	
Deductions	83.1 (1) Any person required to issue a cash purchase ticket under this Act shall deduct from the amount payable under the ticket the prescribed amount per tonne of wheat or barley grown in the Western Division, and shall remit that amount to the prescribed agency.	83.1 (1) Toute personne tenue de délivrer un bon de paiement en application de la présente loi retient de la somme à payer au titre du bon, la somme par tonne — de blé ou d'orge cultivé dans la région de l'Ouest — fixée par règlement et la remet à l'organisme prévu par règlement.	Retenues
Option	(2) A person entitled to a cash purchase ticket may, unless the regulations provide for the payment of refunds, opt out of the payment of deductions under subsection (1).	(2) À moins qu'un règlement ne prévoie le paiement d'un remboursement, toute personne ayant droit à un bon de paiement peut refuser que soit retenue la somme visée au paragraphe (1).	Faculté
Distribution by agency	(3) A prescribed agency may use any amount it receives under subsection (1) for the purposes of <p>(a) research activities into new and improved grain varieties;</p> <p>(b) the promotion of the marketing and use of grain grown in Canada;</p> <p>(c) technical assistance relating to the use of grain grown in Canada; and</p> <p>(d) covering the administrative costs that it incurs in applying this section.</p>	(3) L'organisme peut utiliser toute somme qui lui est remise au titre du paragraphe (1) aux fins suivantes : <p>a) la recherche sur de nouvelles variétés de grains et l'amélioration de variétés existantes;</p> <p>b) la promotion de la commercialisation des grains cultivés au Canada et de leur utilisation;</p> <p>c) l'assistance technique relative à l'utilisation des grains cultivés au Canada;</p> <p>d) les dépenses administratives engagées pour l'application du présent article.</p>	Répartition
Power to make regulations	83.2 (1) The Governor in Council may make regulations <p>(a) prescribing the amount to be deducted per tonne under section 83.1;</p> <p>(b) prescribing an agency to which amounts are to be remitted under section 83.1;</p> <p>(c) providing exemptions from the deduction under section 83.1;</p> <p>(d) governing the opting out of the payment of deductions or providing for refunds of amounts deducted under section 83.1;</p> <p>(e) requiring a person making a deduction under section 83.1 or the prescribed agency to report on its activities under that section; and</p> <p>(f) respecting any other matter relating to the administration of section 83.1.</p>	83.2 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement : <p>a) fixer la somme par tonne à retenir en application de l'article 83.1;</p> <p>b) préciser tout organisme auquel la somme doit être remise en application de l'article 83.1;</p> <p>c) prévoir les exemptions à la retenue prévue à l'article 83.1;</p> <p>d) régir le droit de refus qui peut être exercé en application de l'article 83.1 ou prévoir le remboursement des sommes retenues en application de cet article;</p> <p>e) exiger de la personne effectuant une retenue en application de l'article 83.1 ou de l'organisme réglementaire qu'ils fournissent un rapport concernant les activités menées en vertu de cet article;</p>	Règlement

Distinctions	(2) Regulations made under subsection (1) may distinguish on the basis of type, class or grade of grain, or region where the grain was produced.	f) prendre toute autre mesure d'application de l'article 83.1.	Exemption
Ceasing to have effect	83.3 Sections 83.1 and 83.2 cease to have effect five years after the day on which this section comes into force.	83.3 Les articles 83.1 et 83.2 cessent d'avoir effet cinq ans après l'entrée en vigueur du présent article.	Cessation d'effet
1988, c. 65, s. 125; 1994, c. 45, s. 28(F)	28. Part V.1 of the Act is repealed.	28. La partie V.1 de la même loi est abrogée.	1988, ch. 65, art. 125; 1994, ch. 45, art. 28(F)
1998, c. 22, s. 17	29. Subsection 88(1) of the Act is replaced by the following:	29. Le paragraphe 88(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	1998, ch. 22, art. 17
Inspection	<p>88. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may, at any reasonable time, enter any elevator, any premises of the licensee of an elevator or any premises of a licensed grain dealer in which the inspector has reasonable grounds to believe there is any grain, grain product or screenings owned or possessed by the licensee or any books, records or other documents relating to the operation of the elevator or the business of the grain dealer and may</p> <p>(a) examine the premises and any equipment, grain, grain products and screenings found in the premises; and</p> <p>(b) examine any books, records, bills of lading and other documents that, on reasonable grounds, the inspector believes contain any information relevant to <u>verifying compliance with this Act and make copies of them or take extracts from them.</u></p>	<p>88. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), un inspecteur peut, à toute heure convenable, pénétrer dans une installation ou dans les locaux d'un titulaire de licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains, s'il a des motifs raisonnables de croire que des grains, des produits céréaliers ou des criblures s'y trouvent, qu'ils appartiennent au titulaire ou sont en sa possession, ainsi que des livres, registres ou autres documents relatifs à l'exploitation de l'installation ou du commerce. Il peut alors :</p> <p>a) <u>examiner</u> les lieux et l'équipement, <u>les grains</u>, les produits céréaliers et les criblures qui s'y trouvent;</p> <p>b) examiner <u>tout</u> livre, registre, connaissance et autre document, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements <u>relatifs à la vérification du respect de la présente loi et en faire des copies ou des extraits.</u></p>	Accès aux lieux
1988, c. 65, s. 128	30. Paragraph 91(1)(g.1) of the Act is repealed.	30. L'alinéa 91(1)g.1) de la même loi est abrogé.	1988, ch. 65, art. 128
1988, c. 65, s. 129	31. Section 105.1 of the Act is repealed.	31. L'article 105.1 de la même loi est abrogé.	1988, ch. 65, art. 129
1988, c. 65, s. 131(1)	32. (1) Subsection 107(1.1) of the Act is repealed.	32. (1) Le paragraphe 107(1.1) de la même loi est abrogé.	1988, ch. 65, par. 131(1)
1988, c. 65, s. 131(2)	(2) The portion of subsection 107(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	(2) Le passage du paragraphe 107(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	1988, ch. 65, par. 131(2)

Idem	<p>(2) Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 72, or of the regulations or any order of the Commission, other than an order for the payment of any money or apportionment of any loss, is guilty of an offence and</p> <p>33. Paragraph 115(b) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(b) <u>despite</u> anything in this Act, authorize and direct any minister of the Crown or any agency of the Government of Canada to exercise the powers in respect of the allocation of available railway cars contained in any provision of this Act, other than paragraph (a);</p>	<p>(2) Quiconque enfreint une disposition de la présente loi — à l'exception de l'article 72 —, des règlements ou d'un arrêté de la Commission ne portant pas paiement d'argent ou répartition de perte commet une infraction et :</p> <p>33. L'alinéa 115b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>b) <u>malgré</u> toute autre <u>disposition</u> de la présente loi, et sauf le pouvoir prévu à l'alinéa a), permettre et ordonner à tout ministre ou organisme fédéral d'exercer les pouvoirs conférés, par <u>la présente loi</u>, relativement à l'affectation des wagons disponibles;</p>	Idem
1998, c. 17, ss. 32(1)(F) and (2)	<p>34. Paragraphs 118(g) and (g.1) of the Act are replaced by the following:</p> <p>(g) providing for the acceptance of deliveries of grain in the interests of producers; and</p>	<p>34. Les alinéas 118g) et g.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :</p> <p>g) pourvoir à l'acceptation des livraisons de grains dans l'intérêt des producteurs;</p>	1998, ch. 17, par. 32(1)(F) et (2)
R.S., c. F-4; 1993, c. 3, s. 2	<p><i>Farm Products Agencies Act</i></p>	<p><i>Loi sur les offices des produits agricoles</i></p>	L.R., ch. F-4; 1993, ch. 3, art. 2
1993, c. 3, par. 13(b)(F)	<p>35. Subsection 16(1) of the <i>Farm Products Agencies Act</i> is replaced by the following:</p>	<p>35. Le paragraphe 16(1) de la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> est remplacé par ce qui suit :</p>	1993, ch. 3, al. 13b)(F)
Establishment of agencies	<p>16. (1) The Governor in Council may, by <u>order</u>, establish an agency with powers relating to any farm product or farm products the marketing of which in interprovincial and export trade is not regulated <u>under</u> the <i>Canadian Dairy Commission Act</i> <u>if</u> the Governor in Council is satisfied that a majority of the producers of the farm product or of each of the farm products in Canada is in favour of the establishment of an agency.</p>	<p>16. (1) Le gouverneur en conseil peut, par <u>décret</u>, créer un office compétent pour des produits agricoles dont la commercialisation sur les marchés interprovincial et d'exportation n'est pas réglementée par la <i>Loi sur la Commission canadienne du lait</i>, lorsqu'il est convaincu que la majorité des producteurs, au Canada, des produits en question est en faveur d'une telle mesure.</p>	Création des offices
R.S., c. L-10	<p><i>Livestock Feed Assistance Act</i></p>	<p><i>Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme</i></p>	L.R., ch. L-10
1991, c. 38, s. 24(1)	<p>36. Paragraph 7(1)(a) of the <i>Livestock Feed Assistance Act</i> is replaced by the following:</p> <p>(a) buy or enter into contracts or agreements for the purchase of feed grain;</p>	<p>36. L'alinéa 7(1)a) de la <i>Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme</i> est remplacé par ce qui suit :</p> <p>a) acheter des céréales;</p>	1991, ch. 38, par. 24(1)

R.S., c. P-18	<i>Prairie Grain Advance Payments Act</i>	<i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i>	L.R., ch. P-18
Repeal	37. The <i>Prairie Grain Advance Payments Act</i> is repealed.	37. La <i>Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies</i> est abrogée.	Abrogation
R.S., c. S-8	<i>Seeds Act</i>	<i>Loi sur les semences</i>	L.R., ch. S-8
1988, c. 65, s. 144	38. Section 4.1 of the <i>Seeds Act</i> is repealed.	38. L'article 4.1 de la <i>Loi sur les semences</i> est abrogé.	1988, ch. 65, art. 144
	REPEAL	ABROGATION	
R.S., c. C-24	39. The <i>Canadian Wheat Board Act</i> is repealed.	39. La <i>Loi sur la Commission canadienne du blé</i> est abrogée.	L.R., ch. C-24
	COMING INTO FORCE	ENTRÉE EN VIGUEUR	
Order in council	40. This Part comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.	40. La présente partie entre en vigueur à la date fixée par décret.	Décret
	PART 3	PARTIE 3	
	COMMERCIALIZATION OF THE CANADIAN WHEAT BOARD	COMMERCIALISATION DE LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ	
	CONTINUANCE	PROROGATION	
Definitions	41. (1) The following definitions apply in this Part and in Parts 4 and 5.	41. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie et aux parties 4 et 5.	Définitions
"board" « conseil »	"board" means the board of directors of the Corporation as defined in subsection 2(1) of the <i>Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act</i>.	« Commission » La Commission canadienne du blé prorogée par le paragraphe 4(1) de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)</i>.	« Commission » "Corporation"
"Corporation" « Commission »	"Corporation" means the Canadian Wheat Board continued by subsection 4(1) of the <i>Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act</i>.	« conseil » Le conseil d'administration de la Commission, au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)</i>.	« conseil » "board"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Agriculture and Agri-Food.	« ministre » Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.	« ministre » "Minister"
Words and expressions	(2) Unless it is otherwise provided, words and expressions used in this Part or in Part 4 or 5 have the same meaning as in the <i>Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act</i>.	(2) Sauf disposition contraire, les termes qui sont employés dans la présente partie et les parties 4 et 5 s'entendent au sens de la <i>Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)</i>.	Terminologie
Submission to Minister	42. (1) The Corporation must submit an application for continuance under one of the following Acts for the Minister's approval: (a) the <i>Canada Business Corporations Act</i>;	42. (1) La Commission présente à l'agrément du ministre une demande en vue d'obtenir sa prorogation en vertu de l'une ou l'autre des lois suivantes :	Demande au ministre

(b) the *Canada Cooperatives Act*; or
 (c) the *Canada Not-for-profit Corporations Act*.

a) la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*;
 b) la *Loi canadienne sur les coopératives*;
 c) la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

Deadline	(2) The application must be submitted to the Minister within four years, or any shorter period specified by the Minister, after the day on which this Part comes into force.	(2) La demande est présentée au ministre dans les quatre ans — ou dans tout autre délai plus court fixé par lui — suivant l'entrée en vigueur de la présente partie.	Délais pour la présentation au ministre
Submission to applicable authorities	(3) Once the application has been approved by the Minister, the Corporation must submit the application to the applicable authorities under the relevant Act.	(3) Dès que la demande est agréée par le ministre, la Commission la présente à l'autorité ayant compétence pour la proroger en vertu de la loi applicable.	Demande à l'autorité compétente
Application not invalid	(4) The application is not invalid solely because the Corporation is incorporated by an Act of Parliament.	(4) La demande n'est pas invalide du fait que la Commission est constituée par une loi fédérale.	Validité de la demande
Restriction	43. The Corporation is not entitled to apply for continuance in another jurisdiction.	43. La Commission ne peut demander sa prorogation sous le régime d'une autre autorité législative.	Restriction

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Simultaneous coming into force	44. This Part comes into force on the day on which Part 2 comes into force.	44. La présente partie entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la partie 2.	Concomitance : entrée en vigueur
--------------------------------	---	---	----------------------------------

CEASING TO HAVE EFFECT

CESSATION D'EFFET

Ceasing effect	45. This Part ceases to have effect on the day on which Part 4 applies.	45. La présente partie cesse d'avoir effet à la date à laquelle la partie 4 s'applique.	Concomitance : cessation d'effet
----------------	---	---	----------------------------------

PART 4

PARTIE 4

DISSOLUTION OF THE CANADIAN WHEAT BOARD

LIQUIDATION DE LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

APPLICATION

APPLICATION

Application of Part	46. This Part applies only if the Corporation is not continued under Part 3 within five years, or any shorter period specified by the Governor in Council, after the day on which that Part comes into force.	46. La présente partie ne s'applique que si la Commission n'a pas été prorogée en vertu de la partie 3 dans les cinq ans — ou dans tout autre délai plus court fixé par le gouverneur en conseil — suivant l'entrée en vigueur de cette partie.	Application
---------------------	---	---	-------------

FINAL POOL PERIOD

ULTIME PÉRIODE DE MISE EN COMMUN

Final pool period	47. (1) The Minister must, by order, in respect of each grain, designate one or more pool periods set by the Corporation under section 27 of the <i>Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act</i> as a final pool period	47. (1) Pour la réalisation de la liquidation de la Commission, le ministre désigne, par arrêté, à l'égard d'un grain, une période de mise en commun établie en vertu de l'article 27 de la <i>Loi sur la Commission cana-</i>	Désignation du ministre
-------------------	--	--	-------------------------

for the purposes of winding up the Corporation.

dienne du blé (activités en période intérimaire) ou plusieurs d'entre elles comme ultime période de mise en commun.

Final payment

(2) The Corporation must make all payments due under subsection 29(3) of the *Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act* in respect of the final pool period before winding up the Corporation under section 48.

(2) À l'égard de l'ultime période de mise en commun, la Commission procède aux versements visés au paragraphe 29(3) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)* avant de procéder à sa liquidation en vertu de l'article 48.

Ultime versement

Exercising powers

(3) After the end of the final pool period, the Corporation may exercise its powers under the *Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act* only for the purpose of administering that pool period and winding up the Corporation.

(3) À la fin de l'ultime période de mise en commun, la Commission ne peut exercer les pouvoirs prévus par la *Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)* que pour l'administration de cette période et pour sa liquidation.

Exercice des attributions

DISTRIBUTION OF ASSETS

DISTRIBUTION DE L'ACTIF

Distribution of property

48. (1) The property of the Corporation is to be applied in satisfaction of its debts and liabilities, and the charges, costs and expenses incurred in winding-up its affairs.

48. (1) Les biens de la Commission sont employés à l'acquittement de ses dettes et engagements, et des frais, charges et dépenses occasionnés par la liquidation de ses affaires.

Distribution des biens

Clarification

(2) For greater certainty, the contingency fund established under subsection 18(1) of the *Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act* forms part of the property of the Corporation.

(2) Il est entendu que le fonds de réserve établi en vertu du paragraphe 18(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)* fait partie des biens de la Commission.

Précision

Deadline for claims

49. (1) The Minister may fix a date by which all claims against the Corporation are to be submitted to the Corporation and must publish a notice of that date in the *Canada Gazette* at least 60 days before that date.

49. (1) Le ministre peut, relativement à la liquidation de la Commission, fixer une date limite pour la production, par les créanciers de celle-ci, de leurs réclamations et fait publier cette date dans la *Gazette du Canada* au moins soixante jours avant sa survenance.

Délai pour la production des réclamations

Failure to submit

(2) Any claim against the Corporation that is not submitted in accordance with subsection (1) is void.

(2) Toute réclamation à l'égard de la Commission qui n'est pas produite conformément au paragraphe (1) est réputée nulle.

Défaut de production

Winding-up expenses

50. All charges, costs and expenses properly incurred in the winding-up of the Corporation, including the remuneration of any liquidator appointed under section 52, are payable out of the assets of the Corporation, in priority to all other claims.

50. Les frais, charges et dépenses légitimes occasionnés par la liquidation de la Commission, y compris la rémunération d'un liquidateur nommé au titre de l'article 52, sont à payer sur l'actif de la Commission par droit de priorité sur toutes autres réclamations.

Frais de liquidation

Surplus

51. (1) Any surplus that remains after the satisfaction of the debts and liabilities of the Corporation and the winding-up charges,

51. (1) Tout surplus qui reste après l'acquittement des dettes et engagements de la Commission et des frais, charges et dépenses

Distribution du surplus

costs and expenses belongs to Her Majesty in right of Canada.

Unsatisfied debts and liabilities

(2) Any debts and liabilities of the Corporation that remain unsatisfied on the day on which the Corporation is dissolved become the debts and liabilities of Her Majesty in right of Canada.

liées à la liquidation appartient à Sa Majesté du chef du Canada.

(2) Toute dette ou tout engagement qui n'est pas acquitté à la dissolution de la Commission devient, à cette date, une dette ou un engagement de Sa Majesté du chef du Canada.

Dettes et engagements non acquittés

APPOINTMENT OF LIQUIDATOR

Appointment

52. If the Minister considers it necessary to fully carry out the purpose of this Part, the Minister may appoint a liquidator, who is to hold office during pleasure, to administer the final pool period and wind up the Corporation.

NOMINATION D'UN LIQUIDATEUR

Nomination

52. S'il le considère indiqué pour l'application de la présente partie, le ministre peut nommer un liquidateur à titre amovible pour procéder à l'administration de l'ultime période de mise en commun et à la liquidation de la Commission.

Powers, duties and functions

53. On appointment of a liquidator,

(a) the president, chairperson and other directors cease to hold their respective offices and the liquidator may exercise all of the powers and perform all the duties and functions of the Corporation; and

(b) the by-laws made under section 9 of the *Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act* are deemed to be revoked.

53. Dès la nomination d'un liquidateur :

a) le président directeur général, le président du conseil et les autres administrateurs cessent d'exercer leur charge respective et le liquidateur peut exercer toutes les attributions de la Commission;

b) les règlements administratifs pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)* sont réputés sans effet.

Attributions

Refusal to honour

54. The liquidator may refuse to honour any gratuitous contract, or conveyance or contract without consideration or with a merely nominal consideration, respecting either real or personal property or immovables or movables, made by the Corporation before the appointment of the liquidator.

54. Le liquidateur peut refuser d'exécuter les contrats ou transports relatifs à des biens meubles ou immeubles ou des biens personnels ou réels, à titre gratuit, ou sans considération, ou pour une considération purement nominale, qui ont été faits par la Commission avant sa nomination.

Refus d'exécution

DISSOLUTION DATE

Dissolution

55. The Corporation is dissolved on a day fixed by order of the Governor in Council.

DATE DE DISSOLUTION

55. La Commission est dissoute à la date fixée par décret.

Décret pour la dissolution

PART 5

REPEAL OF THE CANADIAN WHEAT BOARD (INTERIM OPERATIONS) ACT

PARTIE 5

ABROGATION DE LA LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ (ACTIVITÉS EN PÉRIODE INTÉRIMAIRE)

APPLICATION

Application of Part

56. This Part applies when the Corporation is continued under Part 3 or dissolved under Part 4.

APPLICATION

56. La présente partie s'applique lorsque la Commission est prorogée en vertu de la partie 3 ou liquidée en vertu de la partie 4.

Application

TRANSITIONAL PROVISION

Library and Archives of Canada Act

57. Despite sections 58 and 63, the *Library and Archives of Canada Act* continues to apply to the Corporation but only in respect of government records, as defined in that Act, that were under the control of the Corporation on the day before the day on which this Part applies.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. A-1

Access to Information Act

2006, c. 9, s. 165

58. Schedule 1 to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:

Canadian Wheat Board
Commission canadienne du blé

R.S., c. G-10

Canada Grain Act

59. Section 55 of the *Canada Grain Act* is amended by adding the following after subsection (1):

Other works

(1.1) Every flour mill, feed mill, feed warehouse and seed cleaning mill is a work for the general advantage of Canada.

1996, c. 10

Canada Transportation Act

2000, c. 16, s. 9(3)

60. The definition “government hopper car” in section 147 of the *Canada Transportation Act* is replaced by the following:

“government hopper car”
« wagon-trémie du gouvernement »

“government hopper car” means a hopper car provided to a prescribed railway company by the government of Canada or a province;

R.S., c. F-8;
1995, c. 17, s. 45(1)

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

61. Schedule 1 to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* is amended by striking out the following:

Canadian Wheat Board
Commission canadienne du blé

DISPOSITION TRANSITOIRE

57. Malgré les articles 58 et 63, la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada* continue de s’appliquer à la Commission mais seulement à l’égard des documents fédéraux, au sens de cette loi, qui relèvent de celle-ci à la date à laquelle s’applique la présente partie.

Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

58. L’annexe I de la *Loi sur l’accès à l’information* est modifiée par suppression, sous l’intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :

2006, ch. 9, art. 165

Commission canadienne du blé
Canadian Wheat Board

Loi sur les grains du Canada

L.R., ch. G-10

59. L’article 55 de la *Loi sur les grains du Canada* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Autres ouvrages

(1.1) Les minoteries, fabriques et entrepôts d’aliments pour les animaux ainsi que les stations de nettoyage des semences constituent des ouvrages à l’avantage général du Canada.

Loi sur les transports au Canada

1996, ch. 10

60. La définition de « wagon-trémie du gouvernement », à l’article 147 de la *Loi sur les transports au Canada*, est remplacée par ce qui suit :

2000, ch. 16, par. 9(3)

« wagon-trémie du gouvernement » Wagon-trémie fourni à une compagnie de chemin de fer régie par le gouvernement fédéral ou le gouvernement d’une province.

« wagon-trémie du gouvernement »
“government hopper car”

Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces

L.R., ch. F-8;
1995, ch. 17, par. 45(1)

61. L’annexe I de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Commission canadienne du blé
Canadian Wheat Board

R.S., c. M-13;
2000, c. 8, s. 2

Payments in Lieu of Taxes Act

62. Schedule III to the *Payments in Lieu of Taxes Act* is amended by striking out the following:

Canadian Wheat Board
Commission canadienne du blé

R.S., c. P-21

Privacy Act

63. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading “OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS”:

Canadian Wheat Board
Commission canadienne du blé

REPEAL

Repeal

64. The *Canadian Wheat Board (Interim Operations) Act* is repealed.

Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts

62. L'annexe III de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Commission canadienne du blé
Canadian Wheat Board

L.R., ch. M-13;
2000, ch. 8, art.
2

Loi sur la protection des renseignements personnels

63. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :

Commission canadienne du blé
Canadian Wheat Board

ABROGATION

L.R., ch. P-21

64. La *Loi sur la Commission canadienne du blé (activités en période intérimaire)* est abrogée.

Abrogation

EXPLANATORY NOTES

Canadian Wheat Board Act

Clause 2: Existing text of subsection 3.01(2):

(2) The board consists of fifteen directors, including a chairperson and a president.

Clause 3: (1) Existing text of subsection 3.02(1):

3.02 (1) Four directors are appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister. Ten directors are elected by producers in accordance with sections 3.06 to 3.08 and the regulations. The president is appointed by the Governor in Council in accordance with section 3.09.

(2) Existing text of subsection 3.02(4):

(4) For greater certainty, the appointed directors and the elected directors have the same powers, duties and functions.

Clause 4: Existing text of subsection 3.04(3):

(3) If the chairperson is absent or unable to act, the board may designate one of the directors to act as chairperson.

Clause 5: Relevant portion of section 3.05:

3.05 The board may make by-laws respecting the administration and management of the business and affairs of the Corporation, including

...

(c) the conditions under which elected directors may be removed from office;

Clause 6: Existing text of the heading and sections 3.06 to 3.08:

ELECTION OF DIRECTORS

3.06 (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations respecting the election of directors.

(2) After the date referred to in section 3.08, the Minister shall not make the recommendation referred to in subsection (1) unless he or she has consulted with the board, including consulting with respect to geographical representation on the board and the staggering of the terms of office of directors.

3.07 Subject to the regulations, the Corporation shall take any measures that the Minister may determine for the proper conduct and supervision of an election of directors, including

(a) employing the persons necessary to conduct or manage the election and the payment of any fees, costs, allowances and expenses of any person so employed, that the Minister may determine; and

(b) paying the costs of the election incurred by or on behalf of the Corporation, including the costs incurred in the preparation, printing and distribution of material providing information on candidates.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur la Commission canadienne du blé

Article 2 : Texte du paragraphe 3.01(2) :

(2) Le conseil compte quinze membres ou administrateurs, dont le président du conseil et le président directeur général.

Article 3 : (1) Texte du paragraphe 3.02(1) :

3.02 (1) Quatre administrateurs sont nommés par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre et dix administrateurs sont élus par les producteurs en conformité avec les articles 3.06 à 3.08 et à leurs règlements d'application. Le président directeur général est nommé par le gouverneur en conseil en conformité avec l'article 3.09.

(2) Texte du paragraphe 3.02(4) :

(4) Il est entendu que le fait qu'un administrateur soit nommé ou élu est sans effet sur ses attributions.

Article 4 : Texte du paragraphe 3.04(3) :

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président du conseil, le conseil peut désigner l'un de ses membres à titre d'intérimaire.

Article 5 : Texte du passage visé de l'article 3.05 :

3.05 Le conseil peut établir des règlements administratifs concernant l'administration et la gestion des affaires de la Commission, notamment :

[...]

c) les conditions de révocation des administrateurs élus;

Article 6 : Texte de l'intertitre et des articles 3.06 à 3.08 :

ÉLECTION D'ADMINISTRATEURS

3.06 (1) Sur la recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'élection des administrateurs.

(2) À compter de la date mentionnée à l'article 3.08, la recommandation du ministre est subordonnée à la consultation du conseil sur le contenu éventuel des règlements à prendre notamment sur la représentation géographique des administrateurs et l'échelonnement dans le temps de leur mandat.

3.07 Sous réserve des règlements, la Commission prend les mesures administratives que le ministre juge indiquées relativement à l'organisation de l'élection et à la surveillance de son déroulement, notamment :

(a) l'embauchage du personnel administratif nécessaire à la tenue de l'élection et le versement de la rémunération et des indemnités que fixe le ministre;

(b) le paiement des frais afférents à la tenue de l'élection qu'elle a engagés ou qui l'ont été en son nom, y compris les frais qu'elle a autorisés quant à la préparation, l'impression et la diffusion de la documentation électorale destinée à faire connaître les candidats.

3.08 The Minister shall determine the date on which the first directors elected shall assume office, which date shall not be later than December 31, 1998. At least thirty days before that date, the Minister shall publish a notice of that date in the *Canada Gazette*.

Clause 7: New.

Clause 8: New.

Clause 9: Existing text of subsection 4(2):

(2) The Corporation is not an agent of Her Majesty and is not a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*.

Clause 10: Relevant portion of subsection 33(1):

33. (1) As soon as the Corporation receives payment in full for all wheat sold and delivered to it during a pool period and all credit sales of the wheat in respect of which payment is guaranteed under section 19 have been concluded, there shall be deducted, from the aggregate of the total amount so received, the principal so guaranteed and any interest that accrues during that pool period in respect of sales of wheat on credit concluded during any pool period, all moneys disbursed by or on behalf of the Corporation

(a) by way of payment in respect of that wheat and by way of expenses incurred in connection with the operations of the Corporation attributable to that wheat, including

...

(i.2) the costs of an election of directors of the Corporation in accordance with sections 3.06 to 3.08,

Clause 11: (1) Relevant portion of section 45:

45. Except as permitted under the regulations, no person other than the Corporation shall

...

(b) transport or cause to be transported from one province to another province, wheat or wheat products owned by a person other than the Corporation;

(2) New.

Advance Payments for Crops Act

Clause 15: Existing text of section 3:

3. This Act applies in respect of crops grown in Canada, except such wheat and barley as are grown in the designated area as defined in the *Canadian Wheat Board Act*.

Agricultural Marketing Programs Act

Clause 16: (1) Existing text of the definitions:

“Board” means the Canadian Wheat Board continued by section 3 of the *Canadian Wheat Board Act*.

“permit book” means a permit book, as defined in subsection 2(1) of the *Canadian Wheat Board Act*.

3.08 Le ministre fixe et publie dans la *Gazette du Canada*, au moins trente jours à l’avance, la date d’entrée en fonction des premiers administrateurs. Cette date ne peut être postérieure au 31 décembre 1998.

Article 7: Nouveau.

Article 8: Nouveau.

Article 9: Texte du paragraphe 4(2) :

(2) La Commission n’est ni mandataire de Sa Majesté ni une société d’État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Article 10: Texte du passage visé du paragraphe 33(1) :

33. (1) Dès que, d’une part, elle est payée intégralement pour le blé qui lui a été vendu et livré au cours de la période de mise en commun et, d’autre part, les ventes de blé à crédit auxquelles s’applique la garantie visée à l’article 19 ont été conclues pour cette période, la Commission prélève sur le total des sommes ainsi payées, du principal garanti et de l’intérêt échu dans cette période — y compris celui afférent à une vente à crédit conclue dans une période antérieure — les sommes suivantes au titre des dépenses qu’elle a engagées ou qui l’ont été en son nom :

a) le prix d’achat du blé et les frais afférents aux opérations qu’elle a effectuées sur celui-ci, y compris :

[...]

(i.2) les frais afférents aux élections tenues sous le régime des articles 3.06 à 3.08,

Article 11 : (1) Texte du passage visé de l’article 45 :

45. Sauf autorisation contraire des règlements, seule la Commission peut :

[...]

b) transporter ou faire transporter d’une province à une autre du blé ou des produits du blé appartenant à d’autres personnes;

(2) Nouveau.

Loi sur le paiement anticipé des récoltes

Article 15 : Texte de l’article 3 :

3. La présente loi s’applique à toutes les récoltes produites au Canada, à l’exception du blé et de l’orge produits dans la région désignée, au sens de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*.

Loi sur les programmes de commercialisation agricole

Article 16 : (1) Texte des définitions :

« carnet de livraison » Carnet de livraison au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*.

« Commission » La Commission canadienne du blé prorogée par l’article 3 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*.

(2) Relevant portion of the definition:

“administrator” means one of the following organizations, if it has the power to sue and be sued in its own name:

...

(b) an organization, including the Board but not including a lender, that the Minister, taking into account any criteria prescribed by regulation, determines to be an organization that represents producers who produce, in an area, a significant portion of an agricultural product for which advances will be made; or

(3) Relevant portion of the definition:

“marketing agency” means

...

(b) a person engaged in the processing of agricultural products for marketing under a cooperative plan;

(c) a person authorized by one or more associations or persons mentioned in paragraphs (a) and (b) to market agricultural products under a single cooperative plan; or

(d) the Board.

Clause 17: Existing text of the heading and sections 13 to 18:

CANADIAN WHEAT BOARD

13. (1) For the purpose of making guaranteed advances under this Act, the Board may make any arrangements, contracts or agreements that it considers necessary or advisable for the administration of this Part and it may borrow or raise money by any means, including by issuing, reissuing, selling and pledging bonds, debentures, notes and other evidences of indebtedness of the Board.

(2) The Minister of Finance may, subject to any terms and conditions approved by the Governor in Council, guarantee the repayment of money borrowed under subsection (1) together with the interest on it if the money is borrowed or raised in order to make an advance under a guaranteed advance agreement to which the only parties are the Minister and the Board.

14. Despite the *Canada Grain Act*, every person, including the manager or operator of an elevator, authorized by the Board to make guaranteed advances on its behalf may make advances by means of cash purchase tickets.

15. [Repealed, 2006, c. 3, s. 10]

16. (1) At any time after a producer applies to the Board for an advance, the Board may require the producer to deliver to it any document, including a permit book, that the Board issued to the producer or to a related producer.

(2) The Board may require an endorsement to be made in any of those documents, in a form specified by the Board, indicating that amounts must be deducted in accordance with the repayment agreement with the producer and paid to the Board in priority to all other persons.

17. (1) If an agricultural product for which the Board has required the delivery of a document bearing an endorsement required under subsection 16(2) is sold, the producer of the agricultural product or, if the person purchasing it has been authorized by the Board to make remittances to the Board in respect of amounts paid for agricultural products, the person purchasing the agricultural product, shall

(a) deduct and pay to the Board, in priority to all other persons, the portion of the payment for the agricultural product that the repayment agreement

(2) Texte du passage visé de la définition :

« agent d'exécution » S'ils ont la capacité d'ester en justice :

[...]

b) tout organisme — notamment la Commission —, autre qu'un prêteur, dont le ministre conclut, compte tenu de tout critère réglementaire, qu'il représente, dans une région, des producteurs y produisant une proportion importante d'un produit agricole pour lequel les avances seront octroyées;

(3) Texte du passage visé de la définition :

« agence de commercialisation » Selon le cas :

[...]

d) la Commission.

Article 17: Texte de l'intertitre et des articles 13 à 18 :

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

13. (1) La Commission peut, en vue d'octroyer des avances en application d'un accord de garantie d'avance, prendre les dispositions et conclure les contrats ou accords qu'elle estime utiles à l'application de la présente partie et notamment emprunter des fonds ou en recueillir au moyen, entre autres, de l'émission, de la réémission, de la vente et de la mise en gage de ses propres obligations, débetures, billets ou autres titres de créance.

(2) Le ministre des Finances peut, aux conditions que le gouverneur en conseil approuve, garantir le remboursement des fonds visés au paragraphe (1) ainsi que des intérêts afférents, si les fonds ont été empruntés ou recueillis en vue de l'octroi d'avances au titre d'un accord de garantie d'avance et que les seules parties à celui-ci sont le ministre et la Commission.

14. Par dérogation à la *Loi sur les grains du Canada*, toute personne — y compris le directeur ou l'exploitant d'un silo — autorisée par la Commission à verser des avances en son nom peut verser celles-ci sous forme de bons de paiement.

15. [Abrogé, 2006, ch. 3, art. 10]

16. (1) La Commission peut en tout temps exiger qu'un producteur ayant fait une demande d'avance garantie lui remette tout document — notamment un carnet de livraison — qu'elle lui a délivré ou qu'elle a délivré à un producteur lié.

(2) La Commission peut exiger qu'un tel document porte la mention, en la forme prévue par elle, selon laquelle des déductions doivent être faites, aux termes de l'accord de remboursement, au profit de la Commission en priorité sur toute autre personne.

17. (1) Au moment de la vente d'un produit agricole pour lequel la Commission a exigé la remise d'un document portant la mention prévue au paragraphe 16(2), le producteur ou, dans le cas où il a été autorisé par la Commission à lui faire des paiements sur les sommes versées pour l'achat de produits agricoles, l'acheteur :

a) déduit et paye à la Commission, en priorité sur toute autre personne, la fraction du paiement relatif au produit agricole que l'accord de rembourse-

with the producer authorizes to be deducted from each payment until the advance has been repaid; and

(b) make an appropriate entry of the deduction in the document and in any other document that has the same endorsement and that is presented to the person purchasing the agricultural product.

(2) When the guaranteed advance has been repaid, the Board must cancel the endorsement.

18. A producer whose document has been endorsed under subsection 16(2) is not entitled to receive and shall not use any other document, including a document of a related producer, in substitution for the endorsed document for the same or any subsequent production period, unless the guaranteed advance is repaid or the endorsement is also made in the other document.

Clause 18: Existing text of section 24:

24. (1) If a producer is in default under a repayment agreement with the Board or any other administrator, the Board may, for the purpose of repaying the producer's liability under sections 22 and 23, make deductions from any amounts owing under the *Canadian Wheat Board Act* to the producer or to another producer whose permit book the producer uses.

(2) On making the deduction, the Board's liability to the producer is extinguished to the extent of the deduction.

Clause 19: Existing text of section 33:

33. All expenditures made by the Board in the administration of this Act, other than those reimbursed to the Board by the Minister under section 23, are deemed to be expenses of the Board for the purposes of section 33 of the *Canadian Wheat Board Act*.

Clause 20: Existing text of section 46:

46. The *Prairie Grain Advance Payments Act* is repealed.

Clause 21: Existing text of section 52:

52. (1) The Board may not make any advances under section 3 of the *Prairie Grain Advance Payments Act* after May 31, 1997.

(2) The Minister is, to the extent of any payment under section 19 of the *Prairie Grain Advance Payments Act*, subrogated to the Board's rights against the producer in default and against persons who are personally liable for any amount in default.

Agricultural Products Cooperative Marketing Act

Clause 22: Relevant portion of the definition:

"agricultural product" means

(a) any kind of grain other than wheat that is grown in the area that is defined as the designated area by the *Canadian Wheat Board Act*,

An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act

ment autorise à déduire sur chaque acompte, tant que l'avance n'a pas été remboursée;

b) porte la déduction à ce document ainsi qu'à tout autre document qui porte la même mention et qui est présenté à l'acheteur.

(2) Lorsque l'avance garantie a été remboursée, la Commission annule la mention.

18. Lorsque le document porte la mention prévue au paragraphe 16(2), le producteur n'a pas le droit de recevoir ou d'utiliser un autre document, notamment celui d'un producteur lié, en remplacement de ce premier document, pour la même campagne agricole ou une campagne subséquente, sauf si la mention y est également faite ou que l'avance garantie est remboursée.

Article 18 : Texte de l'article 24 :

24. (1) Dans le cas où le producteur est en défaut aux termes de l'accord de remboursement — quel que soit l'agent d'exécution —, la Commission peut déduire, des paiements dus au producteur au titre de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, les sommes dont ce dernier ou tout autre producteur dont il a utilisé le carnet de livraison est redevable au titre des articles 22 et 23.

(2) La Commission n'est pas redevable au producteur des déductions faites en vertu du paragraphe (1).

Article 19 : Texte de l'article 33 :

33. Les dépenses faites par la Commission pour l'application de la présente loi, mises à part celles que le ministre lui rembourse au titre de l'article 23, sont assimilées aux dépenses de la Commission visées à l'article 33 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*.

Article 20 : Texte de l'article 46 :

46. La *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies* est abrogée.

Article 21 : Texte de l'article 52 :

52. (1) À partir du 1^{er} juin 1997, la Commission ne peut verser aucune avance en vertu de l'article 3 de la *Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies*.

(2) Le ministre est subrogé, à concurrence du paiement qu'il fait au titre de l'article 19 de cette loi, dans les droits de la Commission contre le producteur défaillant et les personnes qui se sont engagées personnellement à l'égard de tout ou partie des paiements en souffrance.

Loi sur la vente coopérative des produits agricoles

Article 22 : Texte du passage visé de la définition :

« produit agricole »

a) Toute espèce de grain autre que le blé qui est cultivé dans la région désignée, au sens de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*;

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture

et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme

Clause 23: Existing text of section 17:

17. Subsection 88(1) of the Act is replaced by the following:

88. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may, at any reasonable time, enter

(a) any elevator, any premises of the licensee of an elevator or any premises of a licensed grain dealer or special crops dealer in which the inspector believes on reasonable grounds there is any grain, grain product or screenings owned or possessed by the licensee or any books, records or other documents relating to the operation of the elevator or the business of the grain dealer or special crops dealer, or

(b) any premises referred to in an end-use certificate submitted in respect of grain imported into Canada pursuant to paragraph 46(b.1) of the Canadian Wheat Board Act as being premises to which the grain is consigned or any premises in which the inspector believes on reasonable grounds that grain to which such a certificate relates has been delivered,

and may

(c) examine the premises and any equipment, grain, grain products and screenings found in the premises, and

(d) examine any books, records, bills of lading and other documents that, on reasonable grounds, the inspector believes contain any information relevant to the enforcement of this Act and make copies of them or take extracts from them.

Canada Grain Act

Clause 24: (1) and (2) Relevant portion of the definition:

“lawfully” means

(a) in accordance with this Act and the *Canadian Wheat Board Act*, and

(b) in respect of

...

deliverable by the owner of the grain, receivable by the public carrier for carriage to the elevator or consignee and receivable by the operator of the elevator or consignee, in accordance with this Act and the *Canadian Wheat Board Act*;

(3) New.

Clause 25: (1) to (3) Relevant portion of subsection 20(2):

(2) The Commission shall, with the approval of the Minister, appoint to the Western Standards Committee

...

(d) one person nominated by The Canadian Wheat Board;

...

(g) twelve actual producers of western grain; and

(h) such additional persons not exceeding three in number as the Commission deems advisable.

Article 23 : Texte de l'article 17 :

17. Le paragraphe 88(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

88. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), un inspecteur peut, à toute heure convenable, soit pénétrer dans une installation ou dans les locaux d'un titulaire de licence d'exploitation d'une installation ou de négociant en grains ou en cultures spéciales, s'il a des motifs raisonnables de croire que des grains, des produits céréaliers ou des criblures s'y trouvent, qu'ils appartiennent au titulaire ou soient en sa possession, ainsi que des livres, registres ou autres documents relatifs à l'exploitation de l'installation ou du commerce, soit pénétrer en tout lieu désigné dans le certificat d'utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, comme destination du grain ou en tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire que du grain visé par le certificat a été livré. Il peut alors :

a) visiter les lieux et examiner l'équipement, le grain, les produits céréaliers et les criblures qui s'y trouvent;

b) examiner tous livres, registres, connaissements et autres documents, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements concernant l'application de la présente loi et en faire des copies ou des extraits.

Loi sur les grains du Canada

Article 24 : (1) et (2) Texte du passage visé de la définition :

« légalement » S'applique dans toute situation :

a) de conformité à la présente loi et à la *Loi sur la Commission canadienne du blé*;

b) où le grain est susceptible d'être livré par son propriétaire, d'être reçu par le transporteur public pour livraison à l'installation ou au consignataire ou d'être reçu par l'exploitant de l'installation ou par le consignataire, conformément aux mêmes lois, lorsque ce mot qualifie :

(3) Nouveau.

Article 25 : (1) à (3) Texte du passage visé du paragraphe 20(2) :

(2) Avec l'approbation du ministre, la Commission nomme au comité de normalisation de l'Ouest :

[...]

d) une personne désignée par la Commission canadienne du blé;

[...]

g) douze producteurs de grain de l'Ouest;

h) au plus trois autres personnes, selon qu'elle l'estime opportun.

Clause 26: (1) and (2) Relevant portion of subsection 80(4):

(4) Subject to subsection (5), where, on a weigh-over at a licensed terminal elevator or a licensed transfer elevator, it appears that the handling of grain in that elevator has resulted in an overage of grain of any grade, the grain in excess of the prescribed maximum overage shall

(a) if the grain is grain of any kind that the Canadian Wheat Board is required to market pursuant to the *Canadian Wheat Board Act*, be the property of that Board,

...

(c) if the grain is grain other than grain referred to in paragraph (a) or (b), be the property of the Commission,

Clause 27: New.

Clause 28: Existing text of part V.1:

PART V.1

IMPORTATION OF GRAIN

87.1 (1) The Commission shall, for the purpose of the importation of grain into Canada pursuant to paragraph 46(b.1) of the *Canadian Wheat Board Act*, provide, on request therefor and in the prescribed form, certificates, to be known as “end-use certificates”, to persons requiring such certificates.

(2) All end-use certificates accompanying grain imported into Canada pursuant to paragraph 46(b.1) of the *Canadian Wheat Board Act* shall be submitted to persons employed in the administration or enforcement of the *Customs Act* for forwarding to the Commission.

87.2 Where an end-use certificate has been completed and submitted in respect of grain imported into Canada pursuant to paragraph 46(b.1) of the *Canadian Wheat Board Act*,

(a) the person who completed the certificate shall provide the Commission, within such time as is prescribed, with prescribed documents and information respecting the delivery of the grain referred to in the certificate; and

(b) the person referred to in the certificate as the consignee of the grain shall provide the Commission, at such times as are prescribed, with prescribed information, in the prescribed form, respecting the consumption of the grain.

87.3 The Commission may examine any grain imported into Canada for feed use pursuant to paragraph 46(b.1) of the *Canadian Wheat Board Act* to determine if the grain has been denatured in a manner prescribed under that Act and, for that purpose, the Commission may take such samples thereof as the Commission considers appropriate.

Clause 29: Existing text of subsection 88(1):

88. (1) Subject to subsection (1.1), an inspector may, at any reasonable time, enter

(a) [Not in force]

(b) any premises referred to in an end-use certificate submitted in respect of grain imported into Canada pursuant to paragraph 46(b.1) of the *Canadian Wheat Board Act* as being premises to which the grain is consigned or any premises in which the inspector believes on reasonable grounds that grain to which such a certificate relates has been delivered,

and may

(c) examine the premises and any equipment, grain, grain products and screenings found in the premises, and

Article 26: (1) et (2) Texte du passage visé du paragraphe 80(4) :

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le grain qu’une pesée de contrôle, après manutention dans une installation terminale ou de transbordement agréée, constate être en surplus de l’excédent maximal réglementaire devient, selon le cas, la propriété :

a) de la Commission canadienne du blé, dans le cas du grain qu’elle est tenue de vendre en application de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*;

[...]

c) de la Commission elle-même, dans les autres cas, celle-ci en disposant alors conformément aux instructions du gouverneur en conseil.

Article 27: Nouveau.

Article 28: Texte de la partie V.1 :

PARTIE V.1

IMPORTATION DE GRAIN

87.1 (1) La Commission délivre, sur demande, en vue de l’importation de grain conformément aux règlements pris sous le régime de l’alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, un certificat d’utilisation finale établi en la forme réglementaire.

(2) Les certificats d’utilisation finale qui accompagnent le grain ainsi importé sont déposés auprès de la personne affectée à l’exécution ou au contrôle d’application de la *Loi sur les douanes*, puis transmis à la Commission.

87.2 Après le dépôt d’un certificat d’utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d’application de l’alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, d’une part, la personne qui a rempli le certificat transmet à la Commission, dans le délai réglementaire, les documents et renseignements réglementaires concernant la livraison du grain, d’autre part, la personne désignée comme consignataire dans le certificat transmet à la Commission, selon les modalités réglementaires de temps et de forme, les renseignements réglementaires concernant la consommation du grain.

87.3 La Commission peut procéder à l’examen du grain importé conformément aux règlements d’application de l’alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* et destiné à l’alimentation animale afin de vérifier s’il a été dénaturé conformément aux règlements pris sous le régime de cette loi et, à cette fin, prélever les échantillons qu’elle juge nécessaires.

Article 29: Texte du paragraphe 88(1) :

88. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), un inspecteur peut, à toute heure convenable, [...] soit pénétrer en tout lieu désigné dans le certificat d’utilisation finale relatif au grain importé conformément aux règlements d’application de l’alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, comme destination du grain ou en tout lieu où il a des motifs raisonnables de croire que du grain visé par le certificat a été livré. Il peut alors :

a) visiter les lieux et examiner l’équipement, le grain, les produits céréaliers et les criblures qui s’y trouvent;

b) examiner tous livres, registres, connaissements et autres documents, s’il a des motifs raisonnables de croire qu’ils contiennent des renseignements concernant l’application de la présente loi et en faire des copies ou des extraits.

(d) examine any books, records, bills of lading and other documents that, on reasonable grounds, the inspector believes contain any information relevant to the enforcement of this Act and make copies of them or take extracts from them.

Clause 30: Relevant portion of subsection 91(1):

91. (1) The Commission has jurisdiction to and may, on receiving a report from an inspector pursuant to section 90 or at any other time, investigate

...

(g.1) whether any grain in respect of which an end-use certificate has been submitted in respect of grain imported into Canada pursuant to paragraph 46(b.1) of the *Canadian Wheat Board Act* is consumed at the facility referred to in the certificate;

Clause 31: Existing text of section 105.1:

105.1 No person shall knowingly use any grain in respect of which an end-use certificate has been submitted in respect of grain imported into Canada pursuant to paragraph 46(b.1) of the *Canadian Wheat Board Act* for any use other than consumption at the facility referred to in the certificate.

Clause 32: (1) Existing text of subsection 107(1.1):

(1.1) Every person who contravenes section 105.1 is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction

(i) if an individual, to a fine not exceeding nine thousand dollars, or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both, or

(ii) if a corporation, to a fine not exceeding thirty thousand dollars; or

(b) on conviction on indictment

(i) if an individual, to a fine the amount of which is at the discretion of the court, or to imprisonment for a term not exceeding four years, or to both, or

(ii) if a corporation, to a fine the amount of which is at the discretion of the court.

(2) Relevant portion of subsection 107(2):

(2) Every person who contravenes any provision of this Act, other than section 72 or 105.1, or of the regulations or any order of the Commission, other than an order for the payment of any money or apportionment of any loss, is guilty of an offence and

Clause 33: Relevant portion of section 115:

115. The Governor in Council may, by order,

...

(b) notwithstanding anything in this Act or the *Canadian Wheat Board Act*, authorize and direct any minister of the Crown or any agency of the Government of Canada to exercise the powers in respect of the allocation of available railway cars contained in any provision of this Act, other than paragraph (a), or of the *Canadian Wheat Board Act*;

Clause 34: Relevant portion of section 118:

118. The Commission may make orders

...

(g) subject to any order made under the *Canadian Wheat Board Act*, providing for the acceptance of deliveries of grain in the interests of producers;

Article 30: Texte du passage visé du paragraphe 91(1) :

91. (1) La Commission a compétence pour enquêter et peut, après réception du rapport d'inspection prévu à l'article 90, ou à tout autre moment, enquêter sur :

[...]

g.1) le lieu de consommation du grain qui a été importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi de la Commission canadienne du blé* qui fait l'objet du dépôt d'un certificat d'utilisation finale;

Article 31 : Texte de l'article 105.1 :

105.1 Il est interdit d'utiliser sciemment du grain — importé conformément aux règlements d'application de l'alinéa 46b.1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé* — à une fin autre que la consommation au lieu prévu dans le certificat d'utilisation finale déposé à cet égard.

Article 32 : (1) Texte du paragraphe 107(1.1) :

(1.1) Quiconque enfreint l'article 105.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, soit une amende maximale de neuf mille dollars et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines, s'il s'agit d'un particulier, soit une amende maximale de trente mille dollars, s'il s'agit d'une personne morale;

b) par mise en accusation, soit une amende dont le montant est laissé à la discrétion du tribunal et un emprisonnement maximal de quatre ans, ou l'une de ces peines, s'il s'agit d'un particulier, soit une amende dont le montant est laissé à la discrétion du tribunal, s'il s'agit d'une personne morale.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 107(2) :

(2) Quiconque enfreint une disposition de la présente loi — à l'exception des articles 72 ou 105.1 —, des règlements ou d'un arrêté de la Commission ne portant pas paiement d'argent ou répartition de perte commet une infraction et :

Article 33 : Texte du passage visé de l'article 115 :

115. Le gouverneur en conseil peut, par décret :

[...]

b) par dérogation aux autres dispositions de la présente loi ou à la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, et sauf le pouvoir prévu à l'alinéa a), permettre et ordonner à tout ministre ou organisme fédéral d'exercer les pouvoirs conférés, par ces lois, relativement à l'affectation des wagons disponibles;

Article 34 : Texte du passage visé de l'article 118 :

118. La Commission peut, par arrêté :

[...]

(g.1) approving a procedure as acceptable for preserving the identity of excluded grain, so as to prevent co-mingling with other grain, for the purposes of paragraph 45(3)(b) of the *Canadian Wheat Board Act*; and

Farm Products Agencies Act

Clause 35: Existing text of subsection 16(1):

16. (1) The Governor in Council may, by proclamation, establish an agency with powers relating to any farm product or farm products the marketing of which in interprovincial and export trade is not regulated pursuant to the *Canadian Wheat Board Act* or the *Canadian Dairy Commission Act* where the Governor in Council is satisfied that a majority of the producers of the farm product or of each of the farm products in Canada is in favour of the establishment of an agency.

Livestock Feed Assistance Act

Clause 36: Relevant portion of subsection 7(1):

7. (1) The Minister, when authorized by the Governor in Council, may

(a) buy or enter into contracts or agreements for the purchase of feed grain in Eastern Canada and British Columbia and in the designated area, but where any purchase is made by the Minister within the designated area of grain then being purchased in that area by The Canadian Wheat Board, that purchase by the Minister shall be made from The Canadian Wheat Board or an agent thereof;

Seeds Act

Clause 38: Existing text of section 4.1:

4.1 The Minister shall, for the purposes of subparagraph 46(b.1)(iii) of the *Canadian Wheat Board Act*, issue certificates certifying that the applicable provisions of this Act and the regulations have been complied with in respect of seeds imported into Canada.

Canada Grain Act

Clause 59: New.

Canada Transportation Act

Clause 60: Existing text of the definition:

“government hopper car” means a hopper car provided to a prescribed railway company by the government of Canada or a province or by the Canadian Wheat Board;

g) sous réserve des arrêtés pris en application de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, pourvoir à l’acceptation des livraisons de grain dans l’intérêt des producteurs;

Loi sur les offices des produits agricoles

Article 35 : Texte du paragraphe 16(1) :

16. (1) Le gouverneur en conseil peut, par proclamation, créer un office compétent pour des produits agricoles dont la commercialisation sur les marchés interprovincial et d’exportation n’est pas réglementée par la *Loi sur la Commission canadienne du blé* ou la *Loi sur la Commission canadienne du lait*, lorsqu’il est convaincu que la majorité des producteurs, au Canada, des produits en question est en faveur d’une telle mesure.

Loi sur l’aide à l’alimentation des animaux de ferme

Article 36 : Texte du passage visé du paragraphe 7(1) :

7. (1) Le ministre peut, sous réserve de l’autorisation du gouverneur en conseil :

a) acheter des céréales dans l’Est du Canada et en Colombie-Britannique ainsi que dans la région désignée, étant entendu que tout achat dans celle-ci de grains relevant de la compétence de la Commission canadienne du blé doit passer par cette dernière ou l’un de ses mandataires;

Loi sur les semences

Article 38 : Texte de l’article 4.1 :

4.1 Pour l’application du sous-alinéa 46b.1)(iii) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, le ministre délivre des certificats, attestant l’observation de celles des dispositions de la présente loi et des règlements qui sont applicables à l’importation de semences au Canada.

Loi sur les grains du Canada

Article 59 : Nouveau.

Loi sur les transports au Canada

Article 60 : Texte de la définition :

« wagon-trémie du gouvernement » Wagon-trémie fourni à une compagnie de chemin de fer régie par le gouvernement fédéral, le gouvernement d’une province ou la Commission canadienne du blé.

